LP COMPUTER SOLUTIONS
Pour **TOUS** vos besoins en ordinateurs
Days Corner Wellington
854-2290
VENTE ET SERVICES

La Voix Acadienne
Le seul journal de langue française à l'Île-du-Prince-Édouard
SUMMERSIDE (Î.-P.-É.) 23e ANNÉE LE MERCREDI 3 NOVEMBRE 1999 60 CENTS (INCLUS TPS)

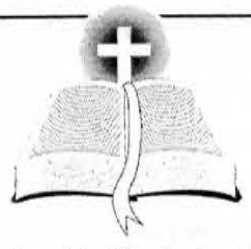
Richard P. Harvey et associés limitée
500 rue Granville
Summerside (Î.-P.-É.) C1N 5Y1
- *Investissements*
- *(RRSP)*
- *Dépôts à terme* (GIC)
- *Rapports d'impôts*
- *Assurance-Vie*
- *Planification retraite*

(902) 888-2517
(800) 461-6749
Richard Harvey, AVA, C. fin.A.

APF
PRIX D'EXCELLENCE
Qualité de la langue française et Qualité de la photograghie
FONDATION JEAN-H.-DOIRON
le fonds de fiducie pour LA VOIX ACADIENNE progresse
23 000 $ 75 000 $

Sommaire

★ En général et en bref p.2
★ L'Île sera au Mondial des Amériques p.2
★ La radio communautaire avance p.2
★ Wayne Easter explique son rôle dans les pêches..... p.3
★ Les gens d'affaires se réunissent p.3
★ Éditorial p.4
★ Souvenirs d'Avéline Gallant-Pitre p.6
★ De beaux châteaux..... p.6
★ La Commission de récréation Évangéline veut du changement ... p.14



Le clergé de l'Île s'est enrichi d'un jeune prêtre francophone en septembre.

Rencontrez Michel Painchaud à la page 5.

Les parents sont arrivés à l'étape ultime dans leurs démarches

La province a «un sursaut de désespoir»

Par Jacinthe Laforest

La province, représentée par la sous-ministre à l'Éducation, Elaine Noonan, a déposé la semaine dernière un affidavit visant à forcer le juge Michel Bastarache à se retirer lorsque la cause des parents de Summerside sera entendue devant la Cour suprême, le jeudi 4 novembre au matin.

«C'est une tactique d'intimidation de dernière minute de la part de la province», dit Noëlla Arsenault-Cameron, codemanderesse. «C'est un sursaut de désespoir de leur part» dit Gabriel Arsenault, directeur général de la Commission scolaire de langue française.

N'empêche, pendant quelques heures, lorsque les rumeurs ont commencé à circuler, mercredi dernier, et qu'elles ont été confirmées, les parents et les intervenants dans le dossier ont été déstabilisés.

Mais le jeudi 28 octobre tard en journée, le directeur général de la Société Saint-Thomas-d'Aquin, Edgar Arsenault, était calme. «Je ne peux pas voir que Michel Bastarache se retirerait parce qu'il est trop sensible aux minorités francophones. Cela voudrait dire qu'on demanderait aux femmes qui sont juges de se retirer lorsqu'on traite de cas touchant les femmes, etc. Cela n'a pas de sens. Et puis, c'est en partie à cause de sa connaissance des minorités que Michel Bastarache a été promu à la Cour suprême. On ne s'inquiète pas outre mesure», affirme Edgar Arsenault.

Lundi matin, 1er novembre, alors

Le juge Michel Bastarache.

que nous étions au téléphone avec Noëlla Arsenault-Cameron, nous avons été interrompus par un appel longue distance d'Ottawa. Quelques minutes après, Noëlla Cameron revient en ligne pour expliquer ce qui suit : Le document que la province a présenté s'appelle une requête. Le document a été soumis par écrit (c'est obligatoire) au juge en chef de la Cour suprême du Canada. Le juge en chef doit alors décider si la requête mérite d'être entendue ou non. S'il décide que la requête doit être entendue, elle le sera jeudi matin. Ce sera la premier item à l'ordre du jour dans la cause des parents de Summerside.

Au moment d'aller sous presse, nous ne savons pas si le juge en chef a décidé d'entendre ou non la requête.

Notons que la délégation de l'Île-du-Prince-Édouard (du côté des parents et des intervenants en leur faveur) comprendra neuf personnes. ★

Les francophones : une espèce fatalement en voie de disparition

OTTAWA (APF)

Le processus menant à la disparition lente et inexorable de la plupart des communautés francophones du pays est en marche et plus rien ne semble pouvoir l'arrêter.

Après avoir étudié les données du dernier Recensement et comparé avec les recensements précédents, le mathématicien et démographe Charles Castonguay de l'Université d'Ottawa tire cette brutale conclusion d'une étude qu'il a réalisée sur le renouvellement de la population francophone.

Cette «disparition tendancielle», c'est-à-dire la diminution d'une population de 20 à 30 pour cent en l'espace d'une seule génération, est caractérisée selon Castonguay par une faible natalité et une assimilation galopante qui rétrécit à la portion congrue la pyramide des âges chez la population francophone.

C'est en examinant de plus près cette pyramide, surtout le nombre d'enfants âgés entre 0 et 9 ans, qu'il en est venu à calculer que le taux de remplacement des francophones était maintenant beaucoup trop bas dans presque toutes les provinces, sauf au Nouveau-Brunswick, pour espérer un renversement de la tendance.

En 1961, vers la fin du *baby-boom*, le taux de renouvellement de la population francophone était de 180 pour cent pour l'ensemble du Canada, de 186 pour cent au Québec et de 260 pour cent au Nouveau-Brunswick. Il était même de 128 pour cent pour le reste du Canada français qui, malgré l'assimilation, arrivait quand même à renouveler et à augmenter sa population sans l'aide de l'immigration.

Le taux de renouvellement chez les francophones n'était plus que de 86 pour cent pour l'ensemble du pays en 1996.

Le phénomène de «disparition tendancielle» qui, selon Charles Castonguay, était clairement identifiable dans les données du Recensement de 1981, a maintenant pris des proportions dantesques.

Selon ses propres calculs, le taux de renouvellement de la population francophone en 1996 n'était plus que de 49 pour cent à Terre-Neuve, 43 pour cent à l'Île-du-Prince-Édouard, 45 pour cent en Nouvelle-Écosse, 60 pour cent en Ontario, 56 pour cent au Manitoba, 42 pour cent en Saskatchewan, 36 pour cent en Alberta et 28 pour cent en Colombie-Britannique.

Le nombre d'enfants francophones est maintenant si bas dans six provinces (à peine 300 en Saskatchewan en 1996) qu'il est même devenu impossible d'établir des comparaisons avec le Recensement de 1971, selon Castonguay.

Le nombre absolu de francophones est en chute dans toutes les provinces à l'exception de la Colombie-Britannique, où on assiste à un certain engouement pour la province du Pacifique. «Mais on ne peut pas dire qu'elle a des racines» tempère M. Castonguay, selon qui un déficit de 72 pour cent dans le renouvellement de la population franco-colombienne exclu tout optimisme.

Charles Castonguay ne parle pas encore de disparition tendancielle au Nouveau-Brunswick, mais il note que la population acadienne a très légèrement di-

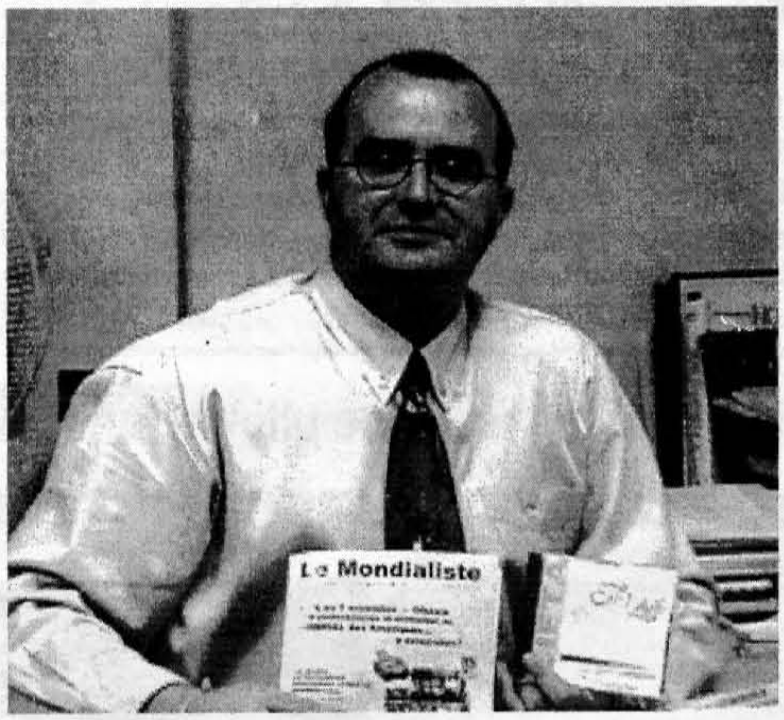
(Suite à la page 3)

Technologies CIFTA participe au Mondial des Amériques

Du jamais vu! Deux cents entrepreneurs ambitieux se lancent à la conquête des Amériques. Du 5 au 7 novembre prochain, la superficie des Amériques sera réduite à quelques centaines de mètres carrés alors que 200 jeunes chefs d'entreprise convergeront vers le Centre des conférences d'Ottawa pour prendre part à une mission économique unique : le Mondial des Amériques. Provenant entre autres du Pérou, du Costa Rica, du Mexique, du Brésil, des Etats-Unis et, bien sûr, du Canada, ces entrepreneurs n'ont qu'une idée en tête : trouver des partenaires d'affaires, explorer de nouveaux marchés et signer des contrats qui feront grandir leur entreprise.

C'est justement ce qui a motivé Technologies CIFTA à participer à l'événement. «Nous, on va là pour dénicher des occasions d'affaires. Je vais voir ce qui se fait ailleurs dans le domaine des technologies, pour éventuellement créer des partenariats. Dans le domaine des NTIC, on fait des choses plus fortes en partenariat», dit Hugo Royer, directeur adjoint de Technologies CIFTA. On va donc faire des contacts, on échange des idées, on identifie les expertises qu'on a, qui peuvent être utiles à d'autres et les expertises que d'autres ont, et qui peuvent nous être utiles.

«Le Mondial des Amériques se distingue des événements d'affaires traditionnels parce qu'il répond davantage aux réalités des jeunes entrepreneurs, des jeunes entreprises et des PME qui veulent se tailler une place de choix sur le marché des affaires», précise Patrick Perreault, président de Direction Jeunesse, l'un des maîtres d'œuvre de cette mission économique. «La formule est unique, les ressources inestimables et le calibre des participants extraordinaire».



Hugo Royer, directeur adjoint de Technologies CIFTA. (Photo : Courtoisie)

Organisé par un groupe de jeunes entrepreneurs, le Mondial des Amériques se démarque entre autres par son élément de flexibilité. Aucun horaire d'événement n'est imposé aux entrepreneurs participants. Ces derniers inscrivent à leur agenda les activités qui leur permettront d'atteindre leurs objectifs.

Au cœur de l'événement, le Centre de transactions d'affaires pousse la créativité entrepreneuriale à ses limites en offrant une gamme complète de ressources qui permettent aux entrepreneurs d'économiser temps, argent et énergie. On y retrouve des partenaires d'affaires sérieux, des outils de travail pratiques et des services personnalisés. À quelques pas de là, le Centre de l'expertise-conseil fourmille d'experts-conseils offrant trucs et solutions d'affaires dans une variété de secteurs clés.

Soumis à une sélection rigoureuse, la plupart des entrepreneurs participant au Mondial des Amériques sont jeunes (18 à 35 ans) et ils se distinguent par leur goût du risque et de l'innovation, par leur capacité à relever de nouveaux défis entrepreneurials et par leur intérêt marqué pour les marchés d'affaires internationaux. Armés de leurs idées de projets, ils veulent à tous prix faire leur marque sur un marché en pleine expansion, le marché panaméricain. On prévoit en effet qu'en 2005, les Amériques deviendront l'une des plus importantes zones commerciales du monde.

Le Mondial des Amériques a été conçu par Direction Jeunesse et le FOFM, deux organismes qui mobilisent les entrepreneurs vers de nouveaux marchés en multipliant les possibilités d'échanges économiques. L'événement puise ses origines au cœur du Mondial de l'entrepreneuriat jeunesse, un événement de commerce international qui, en 1998, a permis à plusieurs entreprises de signer des ententes commerciales totalisent centaines de millions de dollars. Visitez le www.lemondial.org ou composez le (613) 755-2553 pour en savoir plus. ★

Radio communautaire : une étape importante est franchie

Par Jacinthe LAFOREST

C'est décidé, on poursuit les démarches en vue de doter l'Île-du-Prince-Édouard d'une radio communautaire francophone. La décision a été prise le mardi 26 octobre dernier lors d'une réunion publique à Summerside.

«C'était une réunion importante, car on était en possession des études techniques et de marché et on était arrivés au point où il fallait décider de la faisabilité du projet» explique Benoît Henry, président du comité provisoire pour l'implantation d'une radio communautaire.

Selon M.. Henry, l'étude de marché faite au cours des derniers mois indique un grand appui pour le projet, parmi la population insulaire d'expression française. «En fait, si on combine les gens qui sont très intéressés à ceux qui sont assez intéressés, on obtient un appui de 95 pour cent. C'est très bon».

Un sondage a permis de déterminer que 80 pour cent des répondants seraient aussi prêts à s'engager comme bénévoles ou autres dans une radio communautaire.

Du point de vue technique, l'étude proposait un certain nombre d'options, qui avaient toutes des avantages et des inconvénients. On aurait pu, par exemple, pour 100 000 $, créer deux radios locales distinctes, l'une dans la région Évangéline et l'autre dans la région de Charlottetown. «Cela n'aurait pas coûté cher mais on aurait pas pu créer un outil de communication provincial francophone» dit Benoît Henry.

Les quelque 30 personnes présentes à la réunion ont choisi d'aller de l'avant avec une option plus dispendieuse, qui s'apparente au demi-million de dollars, mais qui permet de créer une radio provinciale, qui relie entre eux les francophones et Acadiens de Charlottetown jusqu'à Tignish.

«Avec une telle radio, on pourra promouvoir une bonne intégration culturelle de toutes les régions, rejoindre nos gens et aussi cela nous permettra de rejoindre tous les francophones qui viennent à Cavendish pendant l'été, leur faire connaître la communauté et les inviter à nos activités».

Cette option sera réalisable en créant deux studios : un studio principal avec un émetteur à grande puissance dans la région Évangéline, qui couvrira tout l'ouest et un rayon équivalent en direction de l'est, et un studio et une antenne à faible puissance, pour couvrir la région de Charlottetown.

L'étude de marché estime par ailleurs qu'une telle radio pourra compter sur des revenus publicitaires de 40 000 $ environ par année. «C'est certain qu'il faudra être créatifs et trouver du financement ailleurs, pour le fonctionnement" dit Benoît Henry.

Pour ce qui est des coûts d'immobilisation, Benoît Henry est confiant. «Le plus difficile, c'était d'entrer dans le programme de Patrimoine canadien, et d'obtenir la première tranche de 32 000 $, pour réaliser les études. On est sur le point de présenter notre rapport pour obtenir la deuxième tranche de financement, équivalente à la première, pour nous aider à poursuivre le projet, sécuriser le financement et préparer la demande pour le CRTC», dit Benoît Henry.

«En vertu du programme de Patrimoine canadien, et comme cela s'est fait partout ailleurs au Canada, on pourra bénéficier de 50 pour cent des coûts d'immobilisation, dès que le CRTC aura approuvé notre demande» affirme Benoît Henry, précisant que cela devrait se produire dans un délai de 18 à 24 mois.

Parmi les autres décisions prises au cours de cette réunion, on a opté pour une diffusion 24 heures sur 24, ce qui sera possible en se greffant au réseau de l'ARC du Canada. ★

En général & EN BREF

Des élections au comité de parents

Le comité de parents de l'école François-Buote a précédé à des élections le 18 octobre dernier. Le président est M. Omer Boudreau. Mme Colleen Soltermann est vice-présidente; M. Adélard Comeau, secrétaire; Mme Rita Schyle-Arsenault, trésorière et Mme Angèle Arsenault, conseillère.

Reprise des travaux

Le Premier ministre de l'Î.-P.-É., Pat Binns, a annoncé que les travaux de l'Assemblée législative vont reprendre le 16 novembre prochain. Le lieutenant-gouverneur, Gilbert Clements, lira le Discours du Trône à 15 heures.

Moins de homards, plus d'argent

Selon les chiffres provisoires dévoilés par le ministre des Pêches et du Tourisme, Kevin MacAdam pour la zone de pêche 25, les débarquements pour la récente saison ont atteint les 3,2 millions de livres, une diminution de 1,9 pour cent par rapport aux données de 1998. Si on combine ces données à celle de la saison du printemps dans les zones 24 et 26A, on obtient le chiffre 17,9 millions de livres de homards. Même si ce chiffre est impressionnant, c'est tout de même une baisse de 5,2 pour cent par rapport aux débarquements de l'an dernier. Les revenus associés à ces débarquements en 1999 sont de 84,7 millions de dollars, ce qui constitue un record.

La FCÎPÉ a un nouvel exécutif

Le mercredi 20 octobre, avait lieu une réunion du conseil d'administration de la Fédération culturelle de l'Î.-P.-É. Les membres ont procédé à la formation du conseil exécutif et ont nommé Tanya Gallant (Jeunesse Acadienne) à la vice-présidence, Béatrice Caillé (La Belle-Alliance) comme secrétaire et Mélissa Gallant (Comité culturel de la région Évangéline) comme trésorière.

Merci à ces personnes qui ont accepté de s'impliquer dans notre organisme. Philippe LeBlanc est toujours le président. ★

Une rencontre avec des gens d'affaires

Par Marcia ENMAN

Dans le cadre de la Semaine de la petite et moyenne entreprise, une rencontre de gens d'affaires avait lieu le vendredi 29 octobre à Mont-Carmel. L'invité de la rencontre était l'honorable Don MacKinnon, ministre provincial du Développement. Une cinquantaine de personnes venant de toute la province se sont rendues.

Dans son discours, le ministre MacKinnon, a parlé du propane et des bénéfices que l'Î.-P.-É. pourrait retirer si elle intégrerait davantage ce combustible. Mais, suite à son discours, les gens de la région Évangéline eux, voulaient qu'il leur parle de terrain de golf. On lui a demandé si une décision avait été prise au Cabinet sur la stratégie du développement du golf et comment cette décision aurait de l'impact sur le terrain de golf de la région Évangéline. Le ministre a répondu qu'à court terme, on devait dépendre sur le secteur privé et chose certaine qu'il n'y aurait aucune implication par le gouvernement pour les prochains douze mois. Mais M. MacKinnon a quand même mentionné le développement des terrains dans les régions de Charlottetown, Cavendish et possiblement un deuxième pour Summerside. Il n'a pas donné d'indication à savoir si le gouvernement était impliqué financièrement dans ces projets.

Des questions lui ont aussi été posées sur les programmes disponibles aux entrepreneurs voulant partir en affaires. M. MacKinnon a plus ou moins répondu que si l'idée d'affaires est bonne, qu'il y aurait un programme pour supporter le projet à travers d'Entreprise PEI soit par un prêt ou par la préparation d'un plan d'affaires, etc.

Une autre question intéressante était à savoir s'il y avait des initiatives de son Ministère pour intéresser les gens à rester à l'Île ou à revenir travailler ici après leurs études à l'extérieur. M. MacKinnon a indiqué que son gouvernement reconnaît qu'il faut trouver des moyens pour attirer les Insulaires à revenir et qu'à travers du site Web de la province, il est question de cela, c'est-à-dire qu'il y a des stratégies d'établies pour encourager ces gens à revenir. ★

Sur la photo on voit, Alice Arsenault nouvelle copropriétaire de Oceana, le ministre Don MacKinnon, Richard Harvey de l'entreprise Richard P. Harvey et associés ltée de Summerside, Larry Drouin de la région Prince-Ouest et Louise Comeau, présidente du conseil d'administration de la Société de développement de la Baie acadienne.

Une espèce fatalement en voie de disparition

(Suite de page 1)

minué en 1996, ce qui constitue une première dans l'histoire de cette province. Il est aujourd'hui prêt à parier sur un recul des effectifs acadiens dès le prochain recensement.

Et les anglophones? Les anglophones aussi ont connu une chute de leur taux de natalité, dix ans avant qu'une baisse similaire ne se manifeste chez les francophones. Mais contrairement aux francophones, ils arrivent à maintenir à 98 pour cent leur taux de renouvellement au Canada grâce à l'assimilation des immigrants et des jeunes francophones, qui viennent grossir leurs rangs.

Au Nouveau-Brunswick par exemple, une province qui ne profite absolument pas de l'immigration internationale pour maintenir sa population, le taux de remplacement des anglophones en 1996 était de 90 pour cent, comparativement à seulement 72 pour cent chez les Acadiens. Cette différence, elle s'explique en bonne partie par l'assimilation.

Charles Castonguay est toutefois le premier à admettre que les Acadiens du Nouveau-Brunswick, grâce à la reconnaissance légale et constitutionnelle de leur communauté, ont réussi à réduire de 11 à 9 pour cent le taux d'anglicisation chez les jeunes adultes de 25 à 34 ans entre 1971 et 1996.

Le phénomène est semblable chez les anglo-québécois, qui avaient en 1996 un taux de remplacement des générations de 92 pour cent comparativement à 86 pour cent chez les francophones. Ici, la réussite de la population anglophone réside dans sa capacité d'assimiler plus que sa «juste part» d'immigrants dans la région de Montréal, car les deux communautés partagent le même problème de sous-fécondité. «Les berceaux sont aussi vides chez les anglophones que chez les francophones» note Castonguay.

Détail non négligeable: depuis dix ans, très peu d'anglophones ont quitté le Québec, stabilisant d'autant la population de langue anglaise, qui avait chuté de 14 pour cent entre 1971 et 1991.

Le résultat net de cette assimilation des allophones et des francophones partout au pays est visible sur la pyramide des âges : on compte en proportion au Canada trois fois plus d'enfants anglophones âgés entre 0 et 9 ans que d'enfants francophones.

Longtemps accusé par ses adversaires d'être un éternel pessimiste, Charles Castonguay s'en défend bien : «J'essaie de ne pas être alarmiste ou pessimiste, j'essaie d'être réaliste». Après avoir passé 25 ans à suivre les tendances de l'assimilation linguistique, il avoue être «tanné de regarder les chiffres» et se dit maintenant prêt «à tirer des conclusions».

Il estime que le temps est venu de repenser la politique linguistique et culturelle au pays et de «cesser de prétendre que le Canada français s'étend d'un océan à l'autre. C'est une illusion. Ce qu'il faut, c'est sauver les meubles».

Plus de 30 ans après les conclusions de la commission Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le biculturalisme, Charles Castonguay prône la création d'une nouvelle Commission royale d'enquête, qui pourrait appuyer son analyse sur les nouvelles réalités démographiques : «Le fédéral empêche les francophones de prendre conscience de ce que l'avenir leur réserve» dit-il.

Finalement, il pense que le gouvernement du Québec devrait aussi se réveiller et tenir une nouvelle commission d'enquête sur la situation du français à Montréal. Pour Charles Castonguay, il est clair que «l'avenir du français en Amérique du Nord se joue à Montréal». ★

Selon Wayne Easter, «tout est possible»

Par Jacinthe LAFOREST

Le député de Malpeque aux communes à Ottawa, Wayne Easter, a été nommé président du comité permanent des pêches de la Chambre des communes. Il s'agit d'un comité national, dont le mandat est plus large que l'affaire Marshall, mais qui, pour le moment va se concentrer sur le jugement Marshall et ses retombées pour l'industrie des pêches en Atlantique.

«Nous prévoyons déposer nos recommandations au gouvernement fédéral à la mi-décembre. Je ne peux présumer de ce qu'elles contiendront, mais tout est possible» a-t-il dit au cours d'un entretien téléphonique, vendredi matin.

Ce «tout est possible» faisait référence à la possibilité que les Autochtones pourraient gérer eux-mêmes leur industrie de la pêche.

Il donne en exemple le Conseil des Autochtones de l'Île, qui a un plan de gestion pour ses membres et qui l'applique. «Mais à la fin de la journée, c'est le ministère de Pêches et Océans qui a la responsabilité d'assurer la bonne gestion de la pêche», affirme Waye Easter.

L'interprétation du jugement Marshall porte encore à confusion. Pour le ministère de Pêches et Océans (MPO), on parle exclusivement des Autochtones vivant sur les réserves. Mais ce n'est pas clair pour tous.

«Probablement, c'est une des questions qui devront être débattues en cour. Notre mandat, au Comité permanent des pêches, n'est pas de remettre en question le jugement Marshall. Nous le prenons comme il est et nous tentons d'établir une règlementation des pêches qui tienne compte des pêcheurs commerciaux, Blancs et Autochtones, et de ceux qui sont visés par le traité. Mais notre priorité numéro 1 reste la conservation de la ressource. Nous ne pouvons pas mettre plus de bateaux à l'eau».

On connaît les événements qui ont mené à la création de ce comité permament des pêches. «Pour être juste envers le ministre Dhaliwal, nous devons dire que la Cour suprême du Canada a été terriblement naïve de penser qu'un tel jugement pourrait être appliqué dès sa publication. Et pour être juste envers la Cour suprême, il faut dire que les avocats du ministère de la Justice à Ottawa auraient dû demander à la Cour de prévoir des délais d'application, dans le cas où les Autochtones gagnaient leur cause.

Comme son nom l'indique, le travail du comité permanent des pêches porte exclusivement sur les pêches, mais le jugement Marshall ne se limite pas à ce domaine. La décision Marshall porte sur les droits de pêche mais aussi sur la chasse et sur le droit de «récolter». Ce droit de récolte est interprété ces jours-ci par les Autochtones comme un droit de couper du bois sur les terres de la Couronne.

C'est surtout le représentant fédéral en chef, James McKenzie, le «négociateur», qui va travailler dans ces domaines, en plus de travailler aussi dans les pêches mais M. Easter est d'avis que le rôle du «représentant fédéral en chef» a besoin d'être clarifié pour éviter tout malentendus.

M. Easter précise par ailleurs que le gouvernement fédéral, au cours des dernières années, a fait un grand effort pour faire une place aux Autochtones dans la pêche commerciale. Depuis l'instauration de la Stratégie des pêches autochtones, le gouvernement fédéral a dépensé plus de 200 millions de dollars dans ce programme et transféré aux Autochtones 250 permis de pêche commerciale. ★

ÉDITORIAL

Michel Bastarache devrait-il se retirer?

Le cas opposant les parents francophones de Summerside à la province de l'Île-du-Prince-Édouard, qui doit être entendu demain matin, le jeudi 4 novembre, est le premier cas portant sur la gestion scolaire à se rendre en Cour suprême, depuis que l'Acadien Michel Bastarache a été assermenté juge, en 1997.

Comme on l'apprend à la une de LA VOIX ACADIENNE, la province a déposé une requête devant le juge en chef de la Cour suprême du Canada, visant le retrait du juge Bastarache de la cause, pour raisons de conflits d'intérêt. À l'heure qu'il est, vous savez si le juge en chef a décidé d'entendre ou non la requête, mais au moment d'aller sous presse, l'information n'est pas disponible.

Je suppose qu'on ne peut blâmer la province de mettre tout en oeuvre pour intimider et déstabiliser ses opposants, en faisant appel à tous les outils légaux à sa disposition. Car ce sont des outils légaux.

Les parents francophones interprètent le geste de la province comme une tentative d'intimidation de dernière minute, qui vise surtout à déconcentrer les avocats des parents et ceux des intervenants en leur faveur, et leur compliquer la vie, au moment de se présenter en Cour suprême.

Quoi qu'il en soit, et tout en ne sachant pas ce que le juge en chef va décider concernant la requête de la province, il ne fait pas de doute que les juges de la Cour suprême du Canada sont capables de faire la différence entre leurs expériences personnelles et la jurisprudence. C'est sur cette dernière qu'ils doivent se reposer, sur laquelle ils doivent appuyer leurs décisions. Parfois, ils doivent créer cette jurisprudence, créer l'ensemble des précédents qui finissent par faire loi, en se basant sur la lettre des lois, sur l'esprit des lois et aussi, sur leurs qualités d'humains, leur bon sens et leur volonté de servir le plus grand bien de l'ensemble de la population du Canada.

La Cour suprême du Canada comprend neuf juges, qui proviennent de milieux différents, d'origines diverses et qui sont justement choisis pour représenter le mieux possible la population canadienne. Le retrait d'un juge sous prétexte qu'il connaît trop bien les dossiers de gestion scolaire serait contraire à l'esprit même de la Cour suprême. Si le juge en chef décide que Michel Bastarache doit se retirer, il fera une erreur.

Par contre, si, pour diverses raisons, Michel Bastarache lui-même jugeait qu'il est préférable qu'il ne soit pas là, on ne peut rien redire. Et les juges de la Cour suprême du Canada doivent être assez intègres pour prendre eux-mêmes ce genre de décision. ★

Jacinthe Laforest

La Semaine canadienne de l'orientation, c'est maintenant

Que vous soyez une jeune personne qui réfléchit à son avenir ou que vous soyez déjà sur le marché du travail mais en quête de changement, la Semaine canadienne de l'orientation est l'occasion idéale de faire le tour des possibilités qui s'offrent à vous.

«Notre but, en faisant la promotion de la Semaine canadienne de l'orientation, est d'aider les Canadiennes et les Canadiens, particulièrement les jeunes, à trouver les renseignements dont ils ont besoin pour prendre des décisions avisées concernant leur carrière», affirme Duane Herperger, porte-parole du Consortium canadien des carrières. Le consortium est une alliance d'organismes des secteurs public et privé qui favorisent la diffusion de renseignements sur les carrières.

Cette année, le thème de la Semaine de l'orientation, **Au travail pour votre avenir,** met en lumière les répercussions actuelles et futures du changement sur notre vie professionnelle, de la recherche d'emploi dans Internet jusqu'au télétravail. «Nous tenons à ce que toutes les personnes à la recherche d'un emploi disposent des outils d'information sur les carrières dont elles auront besoin pour le XXIe siècle, qu'elles soient nouvellement arrivées sur le marché du travail ou qu'elles souhaitent imprimer une nouvelle orientation à leur carrière.»

L'un des événements marquants de la Semaine canadienne est la Journée nationale **Invitons nos jeunes au travail (le mercredi 3 novembre)** à l'occasion de laquelle on invite les parents à aider les élèves de neuvième année à explorer le marché du travail et à mieux comprendre la vie professionnelle de leurs parents.

Nous espérons qu'en diffusant à grande échelle des renseignements sur la planification de carrière et en réalisant des activités de sensibilisation par l'entremise d'initiatives comme la Semaine canadienne de l'orientation, nous aiderons une nouvelle génération de Canadiennes et de Canadiens à préparer leur vie professionnelle pour le prochain millénaire». ★

La Voix acadienne
Le seul journal de langue française à l'Île-du-Prince-Édouard

340, rue Court, C.P. 1420,
Summerside (Î.-P.-É.) C1N 4K2

Tél : (902) 436-6005 ou 436-8988
fac-similé : 888-3976

Directrice générale :
MARCIA ENMAN

Comptabilité, préposée aux abonnements et à la photocomposition :
JACINTHE ARSENAULT

Rédactrice-journaliste et photographe :
JACINTHE LAFOREST

Préposée au montage :
NOELLA RICHARD

Préposée à la chambre noire :
LÉONA ARSENAULT

Réviseure :
NICOLE BRUNET

OPSCOM
est notre agence nationale
au 1-800-2OPSCOM

APF Association de la presse francophone
Fondation Donation Fremont, Inc
membre

Audit Bureau of Circulations

Page d'accueil web :
http://www.teleco.org/voix

Courrier électronique :
lavoix@pei.sympatico.ca

ISSN 1195-5066

PENSÉE DE LA SEMAINE

Nous avons tous besoin d'amour, de joie, de chaleur humaine, bien plus que d'argent, de pouvoir et d'honneur.

La Voix acadienne
Le seul journal de langue française à l'Île-du-Prince-Édouard

PRIX D'ABONNEMENT ANNUEL
28 $* à l'Î.-P.-É
36 $* à l'extérieur de l'Î.-P.É
55 $ aux États-Unis et outre-mer
*Ces prix incluent la TPS no R103001293

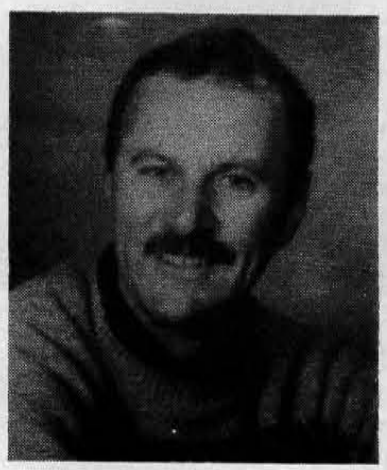
Nom _____
Adresse _____
Code postal _____

Veuillez adresser votre envoi à:
La Voix acadienne ltée
340, rue Court, C.P. 1420
Summerside (Î.-P.-É.) C1N 4K2
Tél.: (902) 436-6005 ou 436-8988 Fac. : 888-3976

Abonnez-vous dès aujourd'hui!

Le Carrefour vous invite à ses causeries

Le Carrefour de l'Isle-Saint-Jean présentera une série de causeries le mercredi en soirée. Toutes les causeries débuteront à 19 h 30 et l'entrée est gratuite.



L'horaire va comme suit :

Le 3 novembre - Maurice Roy : La protection de la diversité au Parc national de l'Île-du-Prince-Édouard.

◀ **Le 10 novembre** - Georges Arsenault : Les liens historiques entre les Acadiens de l'Î.-P.-É. et les Madelinots.

Le 17 novembre - Francis C. Blanchard : L'Acadie de la rivière du Nord-Est : 1720-1758.

Le 24 novembre - Nicole Neatby : Se mettre à l'écoute du touriste : les attentes et les réactions des touristes américains et canadiens anglais au Québec, 1920-1970

Le 1er décembre - Hélène Destrempes : Plus que des ours, des Anglais et du sirop d'érable : enseigner les études canadiennes en Allemagne et en Hongrie. ★

La Voix acadienne
vous fait voir en photo!
Appelez-nous! (902) 436-6005

Devenir prêtre n'est pas un choix de carrière comme un autre

Par Jacinthe LAFOREST

Au tout début du mois de septembre, le clergé de l'Île-du-Prince-Édouard s'est enrichi d'un nouveau prêtre. Michel Painchaud...pardon, l'abbé Michel Painchaud a été ordonné en la basilique par Monseigneur Vernon Fougère.

«Quand on décide de devenir prêtre, c'est un choix libre mais ce n'est pas un choix de carrière comme un autre... c'est un appel...on décide de répondre à l'appel de Dieu».

Et cet appel, comment s'est-il manifesté? Je peux identifier la journée où cela s'est produit. J'étais dans ma 4e année d'université, c'était le soir, je priais... même à cette époque j'avais une vie de prière... Je méditais une Évangile de saint Jean. C'était saint Pierre qui demande à Jésus trois fois m'aimes-tu? Il y a comme une lumière qui s'est allumée à ce moment-là. C'était clair que Dieu me demandait d'être prêtre» raconte l'abbé Michel Painchaud, qui est deuxième vicaire à la basilique Saint-Dunstan à Charlottetown.

L'abbé Michel Painchaud a été ordonné au début du mois de septembre. Mais avant de franchir cette étape ultime, il en a franchi plusieurs autres. Il a d'abord reçu le rite d'admission confirmant qu'il est séminariste pour un diocèse, en l'occurence, celui de Charlottetown. Puis, il y a le lectorat, un ministère où on est institué lecteur dans l'Église. Puis, il y a le ministère de l'acolytat, par lequel on devient serviteur dans les célébrations. Toutes ces étapes ne sont pas automatiques. On doit faire des demandes, des démarches, rencontrer des comités qui doivent juger les candidats prêts à recevoir lesdits ministères. La dernière étape avant d'être ordonné est le diaconat transitoire. Dans le cas de Michel Painchaud, cela s'est produit le 6 juin 1999, vers la fin de son stage d'un an dans la paroisse Saint-Rédempteur, à Charlottetown.

Michel Painchaud est le fils de Gilles et Diane Painchaud de Wellington. Il avoue qu'il a surpris sa famille, lorsqu'il leur a annoncé qu'il entrait au séminaire. «Ça n'a pas été un choc total mais j'ai surpris pas mal de monde avec cela car je ne parlais pas beaucoup de ma vie spirituelle avec ma famille ou avec mes amis. Même moi, d'une certaine façon j'ai été surpris d'entrer au Séminaire aussi rapidement. Je pensais que ce serait plus compliqué que cela». En effet, il lui a suffit de parler à l'évêque au bon moment, et tout s'est enchaîné. En quelques mois, il est entré au Grand Séminaire à Montréal, le seul qui intègre des études en philosophie, un prérequis que Michel Painchaud n'avait pas encore, ayant terminé un bacalauréat en histoire, avec une mineure en français, à UPEI.

Âgé maintenant de 28 ans, l'abbé Michel Painchaud a une seule ambition. «Je ne veux pas seulement être un bon prêtre. Je veux être un saint prêtre, très fidèle à l'Église, au service du peuple et au service de Dieu. Au cours de mes années d'études et de réflexion, je me disais toujours, ou bien je donne tout, ou bien je ne le fais pas. Si je n'avais pas senti que je serais capable de tout donner, je ne serais pas prêtre aujourd'hui» dit-il.

Pour l'abbé Michel Painchaud, le rôle du prêtre est d'abord et avant tout d'annoncer l'Évangile. «Le monde a besoin de ce message-là, pour retrouver l'espoir et un sens à leur vie».

Lorsqu'en se faisant «l'avocat du diable» on lui dit que le message ne semble plus rejoindre les gens et que Vatican II c'est déjà ancien, l'abbé Painchaud dit qu'au contraire, le message de l'Évangile, qui a 2000 ans, est encore aussi valide aujourd'hui que lorsque Jésus vivait. «Dans notre mentalité de Nord-Américain, nous croyons que ce qui est nouveau est nécessairement mieux. Ce n'est pas toujours le cas». Il cite alors un philosophe qui dit que parfois, quand on est au bord de l'abîme, la direction la plus progressive est de faire marche arrière.

Il ne nie pas que le défi (de répandre la parole de Dieu) est immense dans le monde actuel. «Le prêtre c'est juste une personne. Les laïques doivent aussi accepter leur mission d'évangélisation. Quand on dit que l'Église doit s'évangéliser, on ne parle par seulement des prêtres et des évêques. L'Église, c'est tout le monde». ★

Moins de la moitié des jeunes mères reçoivent l'aide du fédéral

OTTAWA (APF)

Moins de la moitié des nouvelles mères ont été admissibles à des prestations de maternité en 1998, alors que le montant moyen versé aux parents n'a pas augmenté depuis 1992.

Dans une nouvelle analyse des données de l'assurance-emploi, Statistique Canada indique que 49 pour cent des mères de nouveaux-nés ont bénéficié de prestations de maternité, soit le même pourcentage qu'en 1989.

Le montant des prestations hebdomadaires moyennes versées aux familles admissibles était d'environ 277 $ en 1998 pour en moyenne, comparativement à 297 $ six ans auparavant.

À l'heure actuelle, les nouvelles mères admissibles au programme peuvent toucher des prestations de maternité pendant 15 semaines. L'un ou l'autre des parents a ensuite droit à dix semaines supplémentaires de prestations parentales. Pour avoir droit à ces prestations, la mère de famille doit cependant avoir été active sur le marché du travail avant la naissance de l'enfant.

Le Premier ministre Jean Chrétien a déjà annoncé que le gouvernement déposera un projet de loi au cours des prochains mois dans le but de prolonger les prestations de maternité et les prestations parentales, qui passeront de six mois à un an. Les prestations devraient aussi être accessibles à un plus grand nombre de familles. ★

WASTE WATCH

JOUR DU SOUVENIR

Collecte spéciale et fermetures de sites

Collecte spéciale pour remplacer celle devant avoir lieu le Jour du Souvenir

Avis aux résidants des régions de Prince-Est du Programme Waste Watch dont la collecte se fait les jeudis. Toutes les collectes prévues pour le jeudi 11 novembre (Jour du Souvenir) **auront lieu le samedi 13 novembre.**

Fermeture de sites provinciaux

Les sites suivants seront fermés le jeudi 11 novembre, Jour du Souvenir

Sites d'enfouissement provinciaux

Usine d'énergie des déchets,
promenade Riverside, Charlottetown
Site d'enfouissement régional
du comté de Queens,chemin Sleepy Hollow
Installation de gestion des déchets
de Prince-Est, Wellington Centre

Sites provinciaux pour conteneurs

Hartsville, route 13, Hartsville
Millview, route 213, Millview
Breadalbane, route 231, Breadalbane
St. Ann's, route 224, St. Ann's
Webster's Corner, route 21, Webster's Corner
Peakes, route 320, Peakes

SGDI
Société de gestion des déchets de l'Île (SGDI)

SOUVENIRS
d'Avéline Gallant-Pitre
LES FOLIES DE JEUNES ADULTES

J'avais 17 ans et j'enseignais avec un permis à l'école de Roxbury, Prince-Ouest, pendant l'année scolaire 1934-1935. Quelques-uns des élèves des neuvième et dixième années étaient âgés de quinze et seize ans. Ils et elles auraient pu prendre avantage de la situation mais ces élèves étaient très bienséants.

Très peu de temps auparavant, j'apprenais en me servant des mêmes textes que ces élèves et je me souvenais très bien les leçons, ce qui m'a beaucoup aidée. Cependant, je savais que j'aurais dû faire plus d'entraînement pratique dans la profession d'enseignante avant qu'on m'accorde un permis permanent.

La première école de l'Î.-P.-É. a été ouverte à Charlottetown en 1805. Ce n'est qu'après plus de cent ans qu'on a réussi à développer le système avancé en vogue aujourd'hui, y compris le ministère de l'Éducation, le Conseil scolaire de langue française, le Conseil scolaire ouest, et le Conseil scolaire est.

À Roxbury j'ai payé pension à la famille Goff qui comprenait les parents Holson et Cecilia et les cinq filles, Miriam, Gladys, Daria, Eulalie et Marie. J'ai beaucoup aimé mon année chez les Goff car ils m'ont considérée comme membre de la famille.

Je passais quelques fins de semaines chez-nous à Duvar, à une distance de douze milles. Si j'avais commencé à marcher, quelqu'un conduisant une charrette ou un traîneau à cheval m'aurait offert de monter à bord mais, ce moyen de transport n'était pas assez luxueux pour moi.

Le train passait devant la gare de West Devon qui se trouvait à quelque trois milles de la maison des Goff. Les filles m'accompagnaient et à mesure que nous marchions, d'autres jeunes se joignaient à nous et c'était un vrai plaisir. Après avoir salué tous ces amis, je montais en train. Le prix du voyage jusqu'à Duvar était de 25 cents.

Le train passait d'abord devant la garde de Coleman et ensuite à O'Leary où il s'arrêtait assez longtemps pour laisser descendre des passagers, prendre à bord des marchandises et livrer des chargements et le courrier. Et voilà, nous partions de nouveau pour ensuite ralentir à la gare de Howlan au cas où quelqu'un attendait pour monter à bord. Quand le train arrivait à Duvar, il faisait très noir.

D'habitude, mes sœurs venaient me rencontrer, mais cette fois-ci il n'y avait personne. La gare de Duvar n'était pas de celles où l'on livrait des marchandises et le courrier et elle n'avait pas de lumières. Je suis partie à pied et aussi vite que je marchais, aussi épeurée je devenais. Au moindre bruissement dans l'herbe, je m'attendais à faire face à un chien enragé qui allait m'attaquer. Dès que j'ai aperçu une lumière dans une maison sur le bord du chemin, je me suis rendue à la porte et j'ai cogné. Les gens de la maison étaient très surpris mais aussi sympatiques à mon égard.

Lorsqu'ils ont compris que je ne partirais pas, un des hommes s'est rendu à la grange pour attacher le cheval à la charrette et il m'a menée chez moi, à une distance d'un mille. Un tel service aurait fait du bon sens s'il avait été un garçon de dix-huit ans, mais il était un célibataire d'au moins cinquante ans ou plus.

Un beau soir de printemps, des garçons plus âgés ont demandé aux filles Goff et moi de les accompagner au pont Goff pour une cuite aux palourdes. Nous nous sommes dépêchées pour laver la vaisselle et nous sommes parties au pont. Nous n'avons pas vu de palourdes mais il y avait une belle flambée. Nous avons profité de la bonne compagnie pendant un certain temps, mais, hélas, voilà les parents en train de se promener. Ils ont tout simplement attendu autour du feu jusqu'à ce que nous soyions prêtes à rentrer avec eux. Nous aussi, nous avons compris que ces garçons avaient en tête autre chose que la cuite aux palourdes.

J'ai beaucoup aimé les visites chez la famille de Ovilda Arsenault à Roxbury. Leurs garçons et filles jouaient du violon et de l'orgue, et de temps en temps, il y avait une danse carrée dans leur grande cuisine avec plancher en bois dur et le style des danses était à la fois vivant et de qualité.

J'ai un beau château..

(J.L.) Les élèves de 2e année de l'école François-Buote à Charlottetown ont fabriqué récemment des châteaux dans le cadre d'une leçon sur les solides. Les châteaux ont été fabriqués à la maison, durant le congé du congrès des enseignants, à la mi-octobre. En regardant les 13 châteaux, on pouvait voir que les jeunes ont beaucoup d'imagination.

De gauche à droite, placés tout près de leur château, on peut voir Stéphanie Ross, Cody Arsenault, Kenneth Gallant, Pascal Ayagnma, Christine Lane, Katrina Ablett, Elva Arsenault (enseignante), Philippe Barnes, Kristen Rix, Kurt Hughes, Mathieu D'Amour, Rachel Doiron, Mariah Wedge et Justin Allard. ★

Du monde de l'Île en nomination

Par Marcia ENMAN

Le Gala du millénaire qui aura lieu le dimanche 14 novembre à 20 heures au Théâtre Capitol de Moncton, récompensera les artistes de l'Acadie dans le cadre d'une soirée qui sera certainement inoubliable. Cet événement qui viendra clôturer la FrancoFête Dieppe-Moncton 1999 vise à mettre en valeur les artistes acadiens de toutes les disciplines et à promouvoir la dimension artistique de la société. Le Gala vise aussi à promouvoir l'industrie acadienne de l'enregistrement sonore.

L'événement permettra de remettre 10 prix Éloizes et 13 prix Étoiles, en plus d'un prix hommage et deux prix spéciaux.

Le Gala du millénaire sera retransmis en direct sur les ondes des sept radios communautaires de la province du Nouveau-Brunswick et sera diffusé le mercredi 17 novembre à la Télévision de Radio-Canada à partir de 18 h 30.

Un total de 208 mises en nominations ont été reçues, dont 128 pour les prix Éloizes et 80 pour les prix Étoiles.

Il faut souligner qu'un groupe et deux organismes de l'Î.-P.-É. sont en nomination pour les prix Éloizes. Entre autres, il y a Pastelle et Emmanuelle LeBlanc dans la catégorie artiste de l'année en danse, l'hebdomàdaire La Voix acadienne dans la catégorie meilleure couverture médiatique et la Fédération culturelle de l'Î.-P.-É. dans la catégorie soutien aux arts.

Le groupe Barachois de l'Île-du-Prince-Édouard est finaliste dans les prix Étoiles et cela dans deux catégories : artiste ou groupe de l'année et album de l'année.

Le Gala du Millénaire est dans le cadre de la 3e Franco Fête Dieppe-Moncton qui accueillera plus de 200 artistes de l'Acadie et d'ailleurs dans le cadre de douze activités entre le 4 et 14 novembre 1999. La FrancoFête Dieppe-Moncton 1999 reprend les activités de sa programmation des années précédentes et ajoute quelques autres volets.

Les dix jours d'activités se clôtureront par le Gala du millénaire le dimanche 14 novembre à 20 heures au Théâtre Capitol à Moncton. ★

Pastelle et Emmanuelle LeBlanc.

CRTC

LE CRTC
VEUT VOS COMMENTAIRES Canada

Le CRTC sollicite les observations du public relatives à un projet d'ordonnance d'exemption portant sur les systèmes de messagerie d'urgence de faible puissance sur les ondes FM utilisés par la police, les services d'urgence, les militaires et les services d'incendies aux fins d'alerter le public en cas de catastrophe naturelle, de conditions routières dangereuses et d'accidents majeurs, de menaces industrielles, d'évacuations et de recherche et sauvetage. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis public. Les observations écrites sur l'ébauche d'ordonnance d'exemption établie dans l'annexe de l'avis public doivent parvenir au bureau du Secrétaire général, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2, au plus tard le 17 novembre 1999. Vous pouvez également soumettre vos observations par courrier électronique au : procedure@crtc.gc.ca. Pour plus d'information : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : http://www.crtc.gc.ca. Document de référence : Avis public CRTC 1999-169.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Une médaille académique souligne le millénaire

Par Jacinthe LAFOREST

La Médaille académique du Gouverneur général du Canada est toujours très convoitée. Pour ceux et celles qui la reçoivent, elle symbolise le dépassement, l'excellence scolaire. Les finissants qui mériteront cette médaille en juin prochain recevront une édition unique, la *Médaille d'histoire du Canada du Gouverneur général pour le millénaire*, qui ne sera remise qu'une seule fois, en l'an 2000, aux élèves du niveau secondaire ayant obtenu le meilleur résultat final en histoire du Canada ou en études canadiennes.

Chaque école secondaire qui désire profiter de ce programme spécial doit respecter les conditions suivantes :

-être reconnue par le ministère de l'Éducation de sa province ou de son territoire;

-faire partie du programme de médailles académiques du Gouverneur général;

L'endroit de la Médaille d'histoire du Canada du Gouverneur général pour le millénaire.

-offrir un cours d'histoire du Canada ou d'études canadiennes approuvé durant l'année scolaire 1999-2000.

L'élève méritant recevra un certificat signé par le Gouverneur général ainsi qu'une médaille de bronze. L'avers (l'endroit) de celle-ci montre une carte du Canada surmontée d'une rose des vents symbolisant l'esprit de la découverte et le caractère multidirectionnel de l'apprentissage, et le revers comporte une représentation du drapeau canadien qui flotte au vent.

C'est M. Roméo LeBlanc, alors Gouverneur général du Canada, qui est à l'origine de cette médaille spéciale. Lors du dévoilement de la médaille, en mai 1999 à Ottawa, il a tenu le discours suivant : *L'auteur George Eliot a déjà fait remarquer que les nations les plus heureuses sont celles qui n'ont pas d'histoire. C'est une opinion que je ne partage pas. Une nation doit connaître ses héros. Elle a besoin de légendes et de récits relatant un combat commun. Elle doit être empreinte d'un sens historique pour savoir où elle se dirige.*

Récemment, de nombreux débats ont porté sur la question de savoir si les Canadiens connaissent suffisamment leur histoire. Heureusement, des gens de tous les secteurs ont décidé d'agir pour sensibiliser la population à notre passé. Certains donnent des conférences, d'autres écrivent des ouvrages et d'autres encore font des films.

L'envers de la Médaille d'histoire du Canada du Gouverneur général pour le millénaire.

Comme l'a souligné dernièrement l'historien Desmond Morton, les fantômes de l'histoire du Canada paraissent «soudainement vivants».

Nous devons maintenir cet élan. Nous devons susciter un intérêt pour notre histoire nationale, particulièrement chez les jeunes Canadiens.

Heureusement pour notre pays, il y a des millions de jeunes Canadiens dans des milliers de classes qui ont la soif d'apprendre.

La Médaille d'histoire du Canada du Gouverneur général sera remise, en l'an 2000, à l'élève qui aura obtenu la note finale la plus haute en histoire du Canada ou en études canadiennes, dans chaque école. C'est une marque d'excellence.

La tradition selon laquelle les gouverneurs généraux reconnaissent les réalisations des élèves remonte à plus de cent ans. L'un de mes prédécesseurs, lord Dufferin, a lancé les médailles académiques du Gouverneur général en 1873. Je suis fier de poursuivre cette coutume qui consiste à honorer les jeunes élèves brillants de notre pays.

Vous verrez qu'une rose des vents est gravée sur la médaille. Elle symbolise l'esprit de la découverte d'où naît le désir d'apprendre. ★

La marche mondiale de l'an 2000 contre la violence et la pauvreté

Dans moins d'un l'an, des femmes de plus de 130 pays, représentant au-delà de 2 000 groupes se mettront en marche. Comment expliquer que la Marche mondiale des femmes en l'an 2000 suscite autant d'intérêt et les incite à passer à l'action?

Les femmes de partout à travers le monde, sont les victimes de nos systèmes politiques. Dans plusieurs pays, elles doive lutter pour le respect de leu droits les plus élémentaires t que de l'eau potable, de qu manger et se loger, un trav rénuméré, l'accès à l'école et à citoyenneté, le libre choix porter ou non des enfants, et Au Canada, comme dans autres pays, les femmes sont victimes les plus affectées par pauvreté et les actes de violen Au cours des quinze dernièr années, c'est tout de même Canada qui a fait le plus d'eff pour comprendre et prévenir violence.

Depuis cinq ans, l'Associati des femmes acadiennes et fra cophones de l'Île-du-Princ Édouard priorise le dossier bien-être physique, mental psychologique des femm L'Association travaille en pa tenariat avec d'autres organism communautaires, provinciaux nationaux pour apporter d changements qui visent à met fin à la pauvreté et à la violen ce qui rejoint le but de la Marc mondiale. *Les levées de fon* **serviront à poser des gestes co** crets pour améliorer le bie être des femmes. De plus, c permettra de marcher ici à l' afin d'appuyer les milliers femmes de plus de 130 pays q se rendront à New York deva les Nations Unies le 17 octob de l'an 2000 pour présenter changements et des solutio possibles pour éliminer la pa vreté et la violence.

Il est à noter qu'un des proj majeurs de l'Association a été présentation de la pièce théâtre «Pour le meilleur pour le pire». Cette pièce, écr et mise en scène par Angè Arsenault et Sylvie Toupin comme but de sensibiliser d vantage la population sur violence faite aux femm L'Association a reçu des fon tout récemment pour la tradu tion de cette pièce et le ma keting du vidéo français et a glais.

Pour en connaître dava tage sur la Marche mondia vous pouvez communiqu avec la coordonnatrice l'Association des femmes ac diennes et francophones l'Île-du-Prince-Édouard, Cole Arsenault, au (902) 854-2429 vous rendre sur le site web la coordination de la Marc mondiale au niveau du Cana au http:/ www.marche200 ffq.qc.ca ★

NOUVEAUX ARRIVAGES
DES AUBAINES QUI EN VALENT LA PEINE

CHEVROLET Silverado 2000 À CABINE CLASSIQUE

BOÎTE DE VITESSES AUTOMATIQUE À SURMULTIPLIÉE ET MODE REMORQUAGE/CHARGE LOURDE • moteur Vortec V6 4300 • 200 HP • sacs gonflables frontaux nouvelle génération à l'avant • freins à disque ABS aux 4 roues • roues, pare-chocs et calandre chromés • radio AM-FM stéréo avec lecteur de cassettes • moulures latérales • volant Tilt Wheel[MC] • instrumentation complète avec tachymètre, chronographe-moteur et centralisateur informatique de bord • et plus encore!

CHOISISSEZ

1 LocationPlus 368 $* PAYEZ 0 $ comptant
36 mois/ frais de transport de 940 $ inclus/ dépôt de garantie de 450 $ requis

2 OU LocationPlus 298 $*
36 mois/ paiement comptant de 2 300 $ ou échange équivalent/ frais de transport de 940 $ inclus/ dépôt de garantie de 375 $ requis

3 OU Achat comptant 22 475 $ + 940 $ transport = 23 415 $†

4 OU CHOISISSEZ 4,9 %†† sur financement d'achat de 48 mois ou moins!

Offre d'économie de 150 $ sur accessoires GM authentiques**

CHEVROLET S-10 2000 À CABINE ALLONGÉE ET 2 RM

TROISIÈME PORTE LIBRE ACCÈS • CLIMATISATION • RADIO AM-FM STÉRÉO AVEC LECTEUR DE DISQUES COMPACTS • moteur Vortec V6 4.3 litres à ISC • 180 HP • boîte automatique 4 vitesses à surmultipliée • freins ABS aux 4 roues • sacs gonflables frontaux nouvelle génération à l'avant • glaces teintées foncé • lunette arrière coulissante • phares antibrouillard • antivol PASSLock[MC] • et plus encore!

CHOISISSEZ

1 LocationPlus 299 $* PAYEZ 299 $ comptant
ou échange équivalent/ 36 mois/ frais de transport de 755 $ et taxe sur le climatiseur de 100 $ inclus/ dépôt de garantie de 375 $ requis

2 OU achat 21 082 $ + 755 $ transport = 21 837 $†

avec 3,9 %†† sur financement d'achat de 48 mois ou moins!

CHEVROLET Venture 2000

EMPATTEMENT ALLONGÉ • DEUX PORTES COULISSANTES AVEC VERROUILLAGE DE SÉCURITÉ POUR LES ENFANTS • TÉLÉDÉVERROUILLAGE DES PORTES • moteur V6 3.4 litres • 185 HP • boîte automatique 4 vitesses • sacs gonflables frontaux et latéraux nouvelle génération à l'avant • freins ABS aux 4 roues • climatisation • radio AM-FM stéréo avec lecteur de disques compacts • configuration de sièges pour 7 passagers • volant inclinable et régulateur de vitesse • verrouillage des portes électrique programmable • lève-glaces et rétroviseurs électriques • calandre chromée • et plus encore!

La fourgonnette Chevrolet Venture est le premier véhicule ▲ à obtenir cinq étoiles (cote de sécurité maximale), pour le conducteur et le passager arrière, lors de simulations de collisions latérales.*** Les sacs gonflables latéraux sont de série dans la Chevrolet Venture. ★★★★★

CHOISISSEZ

1 LocationPlus 439 $* PAYEZ 0 $ comptant
36 mois/ frais de transport de 895 $ et taxe sur le climatiseur de 100 $ inclus/ dépôt de garantie de 525 $ requis

2 OU LocationPlus 298 $*
36 mois/ paiement comptant de 4 764 $ ou échange équivalent/ frais de transport de 895 $ et taxe sur le climatiseur de 100 $ inclus/ dépôt de garantie de 375 $ requis

3 OU achat 27 636 $ + 895 $ transport = 28 531 $†

avec 3,9 %†† sur financement d'achat de 48 mois ou moins!

CHEVROLET BLAZER 2000

Offre d'une durée limitée : marchepieds gratuits!‡‡

TÉLÉDÉVERROUILLAGE DES PORTES • RÉGULATEUR DE VITESSE • RADIO AM-FM STÉRÉO AVEC LECTEUR DE DISQUES COMPACTS • moteur Vortec V6 4300 à ISC • 190 HP • boîte automatique 4 vitesses à surmultipliée • sacs gonflables frontaux nouvelle génération à l'avant • freins ABS aux 4 roues • climatisation • verrouillage des portes, lève-glaces et rétroviseurs électriques • différentiel à blocage • volant Tilt Wheel[MC] • porte-bagages sur le toit • antivol PASSLock[MC] • et plus encore!

CHOISISSEZ

1 LocationPlus 438 $*
36 mois/ paiement comptant de 2 955 $ ou échange équivalent/frais de transport de 755 $ et taxe sur le climatiseur de 100 $ inclus/ dépôt de garantie de 525 $ requis

2 OU LocationPlus 378 $*
36 mois/ paiement comptant de 4 954 $ ou échange équivalent/ frais de transport de 755 $ et taxe sur le climatiseur de 100 $ inclus/ dépôt de garantie de 450 $ requis

3 OU achat 34 906 $ + 755 $ transport = 35 661 $†

avec 3,9 %†† sur financement d'achat de 48 mois ou moins!

OFFRES D'UNE DURÉE LIMITÉE CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES DES MARITIMES

Walter Piccott Chevrolet
Oldsmobile Cadillac Limited
Charlottetown, Î.-P.-É.

Hemphill Pontiac Buick Chevrolet
Oldsmobile GMC Limited
Summerside, Î.-P.-É.

Renseignements supplémentaires : Passez nous voir chez votre concessionnaire ou à notre site Web, à www.gmcanada.com, ou appelez-nous au 1 800 GM-DRIVE. *Avec contrat de location de 36 mois pour les véhicules dotés de l'équipement décrit. Kilométrage annuel limité à 20 000 km sur tous les contrats de location; frais de 0,12 $ par kilomètre excédentaire. D'autres modalités de location sont offertes. ††Financement avec approbation de crédit de GMAC seulement. Exemple : Pour un financement de 10 000 $ au taux annuel de 4,9%, la mensualité est de 229,84 $ pendant 48 mois. Le coût de l'emprunt est de 1 032, 32 $. Obligation totale : 11 032,32 $. Exemple : Pour un financement de 10 000 $ au taux annuel de 3,9%, la mensualité est de 225,34 $ pendant 48 mois. Le coût de l'emprunt est de 816,32 $. Obligation totale : 10 816,32 $. Un paiement comptant, un échange ou un dépôt de garantie peut être exigé. La mensualité et le coût de l'emprunt varient en fonction du montant emprunté et du paiement comptant ou de l'échange. Cette offre ne peut être combinée à l'offre de prix d'« achat comptant» pour le Chevrolet Silverado 2000. ‡ La mensualité LocationPlus et le taux de financement d'achat de GMAC ne sont pas calculés sur le prix d'« achat comptant» indiqué. La différence de prix entre l'offre LocationPlus/financement d'achat GMAC et l'offre d'« achat comptant» représente, en vertu des lois provinciales sur la divulgation, un coût d'emprunt, que cette différence corresponde ou non à un intérêt réel, et doit être exprimée en pourcentage annuel, qui est de 5,86%. †'††‡ Immatriculation, taxes, assurances et enregistrement en sus. Frais de transport et taxe sur le climatiseur (le cas échéant) compris. Offres s'appliquant selon les indications aux Chevrolet Silverado à cabine classique et 2 roues motrices R7U, S-10 à cabine allongée et 2 roues motrices R7U, Venture R7Z et Blazer 4 portes R7Z 2000 dotés de l'équipement décrit. Offres s'adressant seulement aux clients de détail admissibles des Maritimes. Le concessionnaire pourrait devoir commander ou échanger un véhicule. Offre d'une durée limitée ne pouvant être combinée à d'autres offres. Le concessionnaire peut fixer librement les prix. Tous les détails chez votre concessionnaire. ** Offre valable du 15 octobre au 15 décembre 1999. ▲ Voiture ou camionnette. *** Tests effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). ‡‡ Offre d'une durée limitée ne pouvant être combinée à d'autres offres et sujette à des restrictions.

www.gmcanada.com

CHEVROLET Oldsmobile GM

Nouveau matériel d'éducation à l'entrepreneuriat pour les élèves de la région de l'Atlantique

Des élèves de tous les niveaux inscrits au système d'écoles publiques dans la région de l'Atlantique profiteront cet automne en classe de nouvelles ressources d'éducation à l'entrepreneuriat. Ces nouvelles ressources, lancées par la Fondation d'éducation des provinces atlantiques (FÉPA) et l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APÉCA), ont pour but d'aider les enseignants à promouvoir l'entrepreneuriat chez leurs élèves.

Les élèves francophones pourront profiter d'une trousse d'activités pédagogiques intitulée Cap sur l'entrepreneuriat. Cette trousse a pour but d'aider à développer des attitudes et des compétences propices à l'entrepreneuriat chez les jeunes de la quatrième à la sixième année. Elle complète la collection Coup de main, qu'utilisent déjà des élèves de la maternelle/première année jusqu'à la troisième année.

«L'entrepreneuriat est le moteur du développement économique de la région de l'Atlantique», a déclaré M. George Baker, ministre des Anciens Combattants et secrétaire d'État à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. «L'éducation à l'entrepreneuriat est essentielle si nous voulons permettre à nos jeunes de relever les défis et de profiter des possibilités que présente l'entreprise privée. Ces nouvelles ressources aideront les enseignants de la région à développer davantage les Compétences en entrepreneuriat ainsi que l'esprit d'initiative, le leadership et la confiance en soi chez leurs élèves».

Les nouvelles ressources ont coûté au total 540 000 $; l'APÉCA a assumé 366 000 $ de ce montant. Ces ressources viennent s'ajouter à du matériel existant d'éducation à l'entrepreneuriat, en français et en anglais, conçu et financé conjointement par l'APÉCA et les ministères de l'Éducation, et disponible depuis 1996.

La ministre de l'Éducation de Terre-Neuve et du Labrador, Mme Judy Foote, qui prenait la parole au nom des ministres de l'Éducation des provinces de l'Atlantique, a indiqué que parce qu'ils savent que l'éducation constitue le fondement de la réussite future des jeunes de la région, les ministères provinciaux de l'Éducation intègrent de plus en plus d'éléments d'éducation à l'entrepreneuriat dans les programmes d'études. «Initier très tôt les jeunes au concept de l'entrepreneuriat fait germer en eux l'idée de la viabilité d'une carrière basée sur la création d'entreprise. Nous savons depuis longtemps que les entreprises locales contribuent énormément à notre économie et que les jeunes qui sont encore à l'école joueront un rôle primordial dans la participation de notre région et du Canada tout entier à l'économie mondiale». ★

NOUVEAUX ARRIVAGES
DES AUBAINES QUI EN VALENT LA PEINE

Coupé CHEVROLET Cavalier 2000

GROUPE AVANTAGEUX CAVALIER 2000
BOÎTE 5 VITESSES GETRAG • LECTEUR DE DISQUES COMPACTS ET 4 HAUT-PARLEURS • ROUES 15 POUCES • COMPREND AUSSI moteur 2,2 litres de 115 HP • freins ABS aux 4 roues • sacs gonflables frontaux nouvelle génération à l'avant • antivol PASSLock II^MC • aileron arrière • instrumentation complète • et plus encore!

Choisissez sur location de 36 mois ou moins ou financement d'achat de 48 mois ou moins! 1,9 %††

Choisissez
1 LocationPlus 253 $* PAYEZ 0 $ comptant — 36 MOIS/ FRAIS DE TRANSPORT DE 680 $ INCLUS/ DÉPÔT DE GARANTIE DE 300 $ EXIGÉ
2 OU LocationPlus 188 $* — 36 MOIS/PAIEMENT COMPTANT DE 2,277 $ OU ÉCHANGE ÉQUIVALENT/FRAIS DE TRANSPORT DE 680 $ INCLUS/DÉPÔT DE GARANTIE DE 300 $ EXIGÉ
3 OU Achat 16 022 $ + 680 $ transport = 16 702 $†

Berline CHEVROLET Cavalier 2000

GROUPE AVANTAGEUX CAVALIER 2000
TÉLÉDÉVERROUILLAGE DES PORTES AVEC DISPOSITIF ANTICAMBRIOLAGE • PORTES À VERROUILLAGE ÉLECTRIQUE • RÉGULATEUR DE VITESSE • GARDE-BOUE • COMPREND AUSSI boîte automatique 4 vitesses avec traction asservie • radio AM-FM stéréo avec lecteur de cassettes • moteur 2,2 litres de 115 HP • freins ABS aux 4 roues • sacs gonflables frontaux nouvelle génération à l'avant • antivol PASSLock II^MC • instrumentation complète • et plus encore!

Choisissez
1 LocationPlus 261 $* PAYEZ 0 $ comptant — 36 MOIS/FRAIS DE TRANSPORT DE 680 $ INCLUS/DÉPÔT DE GARANTIE DE 325 $ EXIGÉ
2 OU Achat 17 098 $ + 680 $ transport = 17 778 $†
Choisissez sur location de 36 mois ou moins ou financement d'achat de 48 mois ou moins! 1,9 %††

OU Choisissez la berline Chevrolet Cavalier 2000 avec CLIMATISATION
Choisissez
1 LocationPlus 276 $* PAYEZ 0 $ comptant — 36 MOIS/ FRAIS DE TRANSPORT DE 680 $ ET TAXE SUR LE CLIMATISEUR DE 100 $ INCLUS/DÉPÔT DE GARANTIE DE 325 $ EXIGÉ
2 OU LocationPlus 218 $* — 36 MOIS/ PAIEMENT COMPTANT DE 2 031 $ OU ÉCHANGE ÉQUIVALENT/ FRAIS DE TRANSPORT DE 680 $ ET TAXE SUR LE CLIMATISEUR DE 100 $ INCLUS/DÉPÔT DE GARANTIE DE 300 $ EXIGÉ
3 OU Achat 18 181 $ + 680 $ transport = 18 861 $†

CHEVROLET Malibu 2000

CLIMATISATION • RADIO AM-FM STÉRÉO AVEC LECTEUR DE DISQUES COMPACTS • moteur V6 3,1 litres de 170 HP • boîte automatique 4 vitesses • freins ABS aux 4 roues • antivol PASSLock II^MC • volant Tilt Wheel^MC • sacs gonflables frontaux nouvelle génération à l'avant • et plus encore!

Choisissez
1 LocationPlus 328 $* — 36 MOIS/ PAIEMENT COMPTANT DE 1 420 $ OU ÉCHANGE ÉQUIVALENT/ FRAIS DE TRANSPORT DE 720 $ ET TAXE SUR LE CLIMATISEUR DE 100 $ INCLUS/DÉPÔT DE GARANTIE DE 400 $ EXIGÉ
2 OU LocationPlus 268 $* — 36 MOIS/ PAIEMENT COMPTANT DE 3 405 $ OU ÉCHANGE ÉQUIVALENT/ FRAIS DE TRANSPORT DE 720 $ ET TAXE SUR LE CLIMATISEUR DE 100 $ INCLUS/DÉPÔT DE GARANTIE DE 325 $ EXIGÉ
3 OU Achat 21 656 $ + 720 $ transport = 22 376 $†
4,9 %†† sur financement d'achat de 48 mois ou moins!

CHEVROLET Impala 2000

TÉLÉDÉVERROUILLAGE DES PORTES •CLIMATISATION • RÉGULATEUR DE VITESSE AU VOLANT • moteur V6 3,4 litres de 180 HP à ISC • boîte automatique 4 vitesses • 6 places • pneus et roues 16 pouces • radio AM-FM stéréo avec lecteur de disques compacts • sacs gonflables frontaux nouvelle génération à l'avant • et plus encore!

Choisissez
1 LocationPlus 398 $* — 36 MOIS/ PAIEMENT COMPTANT DE 1 489 $ OU ÉCHANGE ÉQUIVALENT/ FRAIS DE TRANSPORT DE 835 $ ET TAXE SUR LE CLIMATISEUR DE 100 $ INCLUS/DÉPÔT DE GARANTIE DE 475 $ EXIGÉ
2 OU LocationPlus 318 $* — 36 MOIS/ PAIEMENT COMPTANT DE 4 099 $ OU ÉCHANGE ÉQUIVALENT/ FRAIS DE TRANSPORT DE 835 $ ET TAXE SUR LE CLIMATISEUR DE 100 $ INCLUS/DÉPÔT DE GARANTIE DE 375 $ EXIGÉ
3 OU Achat 24 578 $ + 835 $ transport = 25 413 $†

OFFRES D'UNE DURÉE LIMITÉE CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES CHEVROLET OLDSMOBILE DES MARITIMES

Walter Piccott Chevrolet Oldsmobile Cadillac Limited
Charlottetown, Î.-P.-É.

Hemphill Pontiac Buick Chevrolet Oldsmobile GMC Ltd.
Summerside, Î.-P.-É.

Renseignements supplémentaires : Passez nous voir chez votre concessionnaire ou à notre site Web, à www.gmcanada.com, ou appelez-nous au 1 800 GM-DRIVE. *Avec contrat de location de 36 mois pour les véhicules dotés de l'équipement décrit. Kilométrage annuel limité à 20 000 km; frais de 0,12 $ par kilomètre excédentaire. D'autres modalités de location sont offertes. ††Financement avec approbation de crédit de GMAC seulement. Exemple : Pour un financement de 10 000 $ au taux annuel de 4,9%, la mensualité est de 229,84 $ pendant 48 mois. Le coût de l'emprunt est de 1 032, 32 $. Obligation totale : 11 032,32 $. Exemple : Pour un financement de 10 000 $ au taux annuel de 1,9%, la mensualité est de 216,52 $ pendant 48 mois. Le coût de l'emprunt est de 392, 96 $. Obligation totale : 10 392,96$. Un paiement comptant, un échange ou un dépôt de garantie peut être exigé. La mensualité et le coût de l'emprunt varient en fonction du montant emprunté et du paiement comptant ou de l'échange. † Immatriculation, taxes, assurances d'enregistrement en sus. Frais de transport et taxe sur le climatiseur (le cas échéant) compris. Offres s'appliquant aux coupé Cavalier R7Z, berline Cavalier R7Z/R7U, Malibu R7Z et Impala R7Z neufs dotés de l'équipement décrit. Offres s'adressant seulement aux clients de détail admissibles des Maritimes. Le concessionnaire pourrait devoir commander ou échanger un véhicule. Offre d'une durée limitée ne pouvant être combinée à d'autres offres. Le concessionnaire peut fixer librement les prix. Tous les détails chez votre concessionnaire.

www.gmcanada.com

CHEVROLET Oldsmobile GM

COMMISSION SCOLAIRE de langue française

AVIS DE RÉUNION

La prochaine réunion mensuelle du Conseil scolaire aura lieu **le mardi 9 novembre 1999**

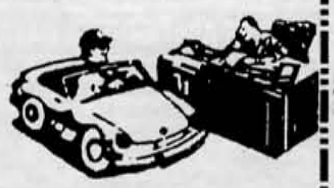
à compter de 19 h 30 au restaurant Chez Cousin's à Tignish

LA RÉUNION EST OUVERTE AU PUBLIC.

Pour tous vos besoins en fait d'assurance

Hickey & Hyndman Insurance Ltd.

292, rue Water
Summerside (Î.-P.-É)
Tél. : 436-9215
Téléc. : 436-8367



APPEL D'OFFRES

La Section de la planification et de la conception du ministère des Transports et des Travaux publics recevra les soumissions cachetées jusqu'à 14 h, heure locale, le jeudi 18 novembre 1999. On devra clairement indiquer le projet pour lequel on soumissionne. Ni la plus basse ni aucune des soumissions ne sera nécessairement retenue.

Centre de services régional de Kings-Sud et Queens
Rénovation de l'intérieur du C entre
Montague, Comté de Kings (Î.-P.-É.)

Le projet comprend la démolition sélective, les partitions intérieures, les portes et le matériel, le plafond, l'ébénisterie, la finition intérieure, la plomberie, l'électricité et le système de sécurité.

On peut se procurer de plus amples renseignements en communiquant avec M. Alan Maynard, ing. au 368-5835 (tél.) ou au 368-5395 (téléc.).

On peut se procurer les documents de soumission au ministère des Transports et des Travaux publics, 3e étage, immeuble Jones, 11, rue Kent, Charlottetown (Î.-P.-É.), sur dépôt d'un cent dollars (100 $), remboursable dans les 14 jours suivant la date limite de l'appel d'offres. On peut les consulter aux bureaux de l'Association de la construction situés à Charlottetown, Summerside, Moncton, Saint John, Fredericton et Halifax. L'ouverture des plis aura lieu au moment indiqué ci-dessus. Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture. Ni la plus basse ni aucune des soumissions ne sera nécessairement retenue.

Nous rappelons aux fournisseurs et aux entrepreneurs que le gouvernement de l'Î.-P.-É. et nombre d'autres organismes publics utilisent MERX, le service électronique d'appels d'offres national, pour afficher et distribuer leurs appels d'offres pour les biens et les services. Vous pouvez consulter les appels d'offres du gouvernement de l'Î.-P.-É. en cliquant sur PEIGOV* dans les possibilités de recherche de MERX. On peut obtenir de plus amples renseignements sur MERX en consultant le site Web à l'adresse www.merx.cebra.com, en téléphonant au no sans frais 1-800-964-MERX (6379) ou en planifiant une démonstration MERX dans n'importe quel centre de services régional.

Île-du-Prince-Édouard CANADA

Michael F. Currie
Ministre

Transports et Travaux publics

Un centre ultramoderne de 3,5 $ millions à Greenwich

On a récemment annoncé le projet de construction d'un centre d'interprétation polyvalent dans la péninsule de Greenwich du parc national de l'Î.-P.-É.

Ce centre ultramoderne de 3,5 millions de dollars servira de port d'attache et de centre opérationnel de Greenwich – parc national de l'Î.-P.-É.

La pièce centrale du centre d'interprétation polyvalent consistera en une exposition didactique mettant l'accent sur l'interprétation et l'appréciation du patrimoine naturel et culturel de la péninsule de Greenwich, laquelle représente un phénomène unique en Amérique du Nord. Les visiteurs y apprendront à respecter le milieu écologique de Greenwich dans un environnement d'apprentissage interactif.

La péninsule de Greenwich fait l'objet de travaux d'aménagement incessants depuis février 1998. Le tout a commencé avec la signature d'une entente fédérale-provinciale selon laquelle la province de l'Î.-P.-É. cédait les terres de Greenwich au Canada, plus précisément à Parcs Canada. Après la cession, le gouvernement du Canada a investi 1,5 million de dollars pour aménager notamment des promenades de bois, des sentiers, des belvédères, des installations balnéaires diurnes et une route d'accès. Cette infrastructure sera en place sous peu.

Le Centre d'interprétation polyvalent fait partie de l'étape suivante du plan d'aménagement. À la suite d'un appel de déclaration d'intérêt national, on a diffusé une demande de propositions pour l'aménagement d'une installation d'interprétation polyvalente. Après évaluation exhaustive de chacune des propositions reçues, c'est à l'entreprise APM Group que la conception et la construction du centre d'interprétation ont été confiées.

Le gouvernement de l'Î.-P.-É. a participé aux projets d'aménagement et de protection de la péninsule de Greenwich, dans le parc national de l'Î.-P.-É. Pour compléter la cession initiale de terres à Parcs Canada, la province a récemment acheté 123 acres de terres supplémentaires qu'elle entend aussi céder. Vingt-cinq acres de ces terres seront consacrées au centre d'interprétation polyvalent et à un Eco-Lodge de 3,5 millions de dollars.

La cession de ces terres permettra à Parcs Canada de renforcer la protection de l'extrémité ouest de la péninsule – la partie la plus vulnérable – en poussant le développement vers l'est.

Pour le ministre des Pêches et du Tourisme, Kevin MacAdam, Greenwich est et restera une importante composante du produit touristique envisagé pour l'est de l'Î.-P.-É.». ★

APPEL D'OFFRES

Au nom de l'Administration régionale des services de santé de Queens, la Section de la planification et de la conception du ministère des Transports et des Travaux publics recevra les soumissions cachetées jusqu'à 14 h, heure locale, le lundi 15 novembre 1999 pour les travaux suivants :

Réfection partielle du toit en asphalte
Foyer Beach Grove
Charlottetown, Comté de Queens (Î.-P.-É.)

Ce projet comprend la dépose et l'installation de bardeaux d'asphalte et les travaux connexes. On peut se procurer de plus amples renseignements en communiquant avec M. Alan Maynard, ing. au 368-5835 (tél.) ou au 368-5395 (téléc.).

Les soumissions doivent clairement indiquer la mention suivante :

Soumission : Foyer Beach Grove - Réfection du toit

On peut se procurer les documents de soumission au ministère des Transports et des Travaux publics, 3e étage, immeuble Jones, 11, rue Kent, Charlottetown (Î.-P.-É.), sur dépôt d'un cent dollars (100 $), remboursable dans les 14 jours suivant la date limite de l'appel d'offres. On peut les consulter aux bureaux de l'Association de la construction situés à Charlottetown, Summerside, Moncton, Saint John, Fredericton et Halifax. L'ouverture des plis aura lieu au moment indiqué ci-dessus. Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture. Ni la plus basse ni aucune des soumissions ne sera nécessairement retenue.

Nous rappelons aux fournisseurs et aux entrepreneurs que le gouvernement de l'Î.-P.-É. et nombre d'autres organismes publics utilisent MERX, le service électronique d'appels d'offres national, pour afficher et distribuer leurs appels d'offres pour les biens et les services. Vous pouvez consulter les appels d'offres du gouvernement de l'Î.-P.-É. en cliquant sur PEIGOV* dans les possibilités de recherche de MERX. On peut obtenir de plus amples renseignements sur MERX en consultant le site Web à l'adresse www.merx.cebra.com, en téléphonant au no sans frais 1-800-964-MERX (6379) ou en planifiant une démonstration MERX dans n'importe quel centre de services régional.

Île-du-Prince-Édouard CANADA

Michael F. Currie
Ministre

Transports et Travaux publics

DÉCOUVREZ-VOUS DANS LA RÉSERVE

Voici votre chance d'entrer en contact avec quelqu'un que vous n'avez peut-être pas encore vraiment connu : vous-même. Dans la Réserve, vous relèverez de nouveaux défis qui vous en apprendront long sur vous-même. En travaillant certains soirs et week-ends, vous apprendrez sur le terrain, vous rencontrerez des gens qui partagent vos intérêts et en plus, vous serez payé. Découvrez votre plein potentiel. Engagez-vous!

NCSM CHARLOTTE
10, rue Water, Parkway, Charlottetown (Î.-P.-É.) C1C 9M5
368-0414 (ext. 242/223) ou 1 800 856-8488
www.dnd.ca

FORCES CANADIENNES Régulière et de réserve

RÉSERVE

Défense nationale National Defence

VOTRE CHOIX. VOTRE AVENIR. VOTRE FIERTÉ.

Parentage positif

Sujet : *La discipline : Encourager un comportement positif*

Personne-ressource : *Parise Nadeau*

Lieu : *Centre de santé communautaire à Wellington*

Quand : ***Le mercredi 3 novembre 1999 de 19 h 30 à 21 h 00***

Bienvenue à tous les parents avec des enfants de 0-6 ans.

Le Centre de ressources familiales sera ouvert à partir de 19 heures afin de permettre aux parents d'utiliser la Joujouthèque.

Du support est disponible pour payer le déplacement et/ou la gardienne.

N'hésitez pas d'appeler Yvonne ou Diane au 854-2123.

LES CAUSERIES DU MERCREDI

Au Carrefour de l'Isle-Saint-Jean

1999

3 NOVEMBRE – ***Maurice Roy***
«La protection de la diversité au Parc national de l'Île-du-Prince-Édouard.»

10 NOVEMBRE – ***Georges Arsenault***
«Liens historiques entre les Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard et les Madelinots.»

17 NOVEMBRE – ***Francis C. Blanchard***
«L'Acadie de la rivière du Nord-Est : 1720-1758.»

24 NOVEMBRE – ***Nicole Neatby***
«Se mettre à l'écoute du touriste : les attentes et les réactions des touristes américains et canadiens anglais au Québec, 1920-1970.»

1er DÉCEMBRE – ***Hélène Destrempes***
«Plus que des ours, des Anglais et du sirop d'érable : enseigner les études canadiennes en Allemagne et en Hongrie.»

Heure : 19 h 30

ENTRÉE GRATUITE

Lieu : Carrefour de l'Isle-Saint-Jean (Salon communautaire)

Ces causeries sont présentées par le Carrefour de l'Isle-Saint-Jean
TÉLÉPHONE : 368-1895

Semaine de prévention du crime

Du 1er au 7 novembre 1999

L'adoption de méthodes de prévention du crime tout au long de l'année nous permet d'améliorer la sécurité au sein de nos collectivités. Des méthodes de prévention, ce sont des activités qui empêchent les crimes de se produire, comme le fait de verrouiller les portes de sa maison ou de sa voiture, d'éclairer les endroits sombres et de rester sobre au volant.

Chaque Insulaire a un rôle à jouer pour que nos collectivités soient plus sécuritaires. Il faut commencer par le bon voisinage. Lorsque nous nous efforçons à être bons voisins, à trouver des façons de faire participer tout le monde et à respecter les autres, nous améliorons notre qualité de vie. Tout cela mène à la création de collectivités saines et sécuritaires.

L'information et la compréhension sont deux éléments clés de la prévention du crime. C'est pour cette raison que le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard encourage tous les Insulaires à prendre part aux activités sur la prévention du crime. Ensemble, nous pouvons faire une différence.

Pat Binns
Premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard

Île-du-Prince-Édouard
CANADA

Wes MacAleer Ministre des Services communautaires et Procureur général

à point

BOUTIQUE

créations uniques en...

...parade de

« Mode rythmique »

UNE SOIRÉE À NE PAS MANQUER

En soirée...
mini-spectacle musical

Centre Expo-Festival Abram-Village

Le dimanche
7 novembre à 19 h 30

Prix d'entrée - 5 $

Cette activité, parrainée par « L'Association des femmes acadiennes et francophones de l'Î.-P.-É. », est une collecte de fonds pour la Marche mondiale de l'an 2000.

LA VOIX ACADIENNE
annonce toutes vos activités (902) 436-6005

DEVENEZ INSTRUCTEUR DE CADETS...

ET FAITES-LEUR DÉCOUVRIR LE MEILLEUR D'EUX-MÊMES.

Aucune expérience militaire préalable n'est nécessaire.

Vous êtes âgé de 18 à 65 ans ? Alors, vous pourriez enrichir la vie de jeunes Canadiennes et Canadiens en partageant vos connaissances techniques, pédagogiques, sportives ou autres avec un corps de cadets de votre localité. Il suffit que vous ayez le goût de partager les activités et l'entraînement de jeunes cadets de 12 à 18 ans. Apprentissages, découvertes, activités en plein air, revalorisation et rémunération; la preuve qu'une des expériences les plus enrichissantes de votre vie pourrait être vécue durant votre temps libre. Appelez-nous au **1 800 856-8488** ou visitez notre site au **www.mdn.ca** pour en savoir plus long sur le programme d'instructeurs de cadets.

Canada

Île-du-Prince-Édouard CANADA

Commission de la fonction publique de l'Î.-P.-É.

CORRECTION
REPRÉSENTANTS AU SERVICE À LA CLIENTÈLE
Pour créer une banque de noms pour des postes temporaires bilingues
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT

LIEU DE TRAVAIL - ACCÈS Î.-P.-É., CENTRES DE SERVICES RÉGIONAUX DE LA PROVINCE

Le représentant au service à la clientèle est la personne-ressource pour les clients d'Accès Î.-P.-É. La principale tâche de ce poste consiste à fournir un service de qualité au public et d'assurer le soutien administratif pour lesdits ministères. Le ou la titulaire du poste doit avoir complété avec succès ses études secondaires et une formation postsecondaire pertinente. La personne retenue doit être bilingue (niveau avancé). L'expérience dans le domaine du service à la clientèle et de bonnes aptitudes de communication interpersonnelles représentent des atouts. Le poste exige une bonne connaissance des logiciels de traitement de textes. Les candidats doivent être prêts à suivre une formation intensive portant sur les divers services des dits ministères. **Note : Les candidatures des personnes qui ont déjà postulé un emploi seront automatiquement prises en considération.**

ÉCHELLE SALARIALE : de 13,73 $ à 15,61 $ l'heure
(*Administrative Support Worker*, niveau 10)
CONCOURS N° : DEV909AS10427TO
DATE DE CLÔTURE : Le mercredi 10 novembre 1999, à 16 h

Veuillez faire parvenir votre formule de demande dûment remplie à l'adresse suivante : **Commission de la fonction publique de l'Î.-P.-É. , C.P. 2000, Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard, C1A 7N8. On peut faire parvenir sa demande par télécopie au (902) 368-4383. ÉTANT DONNÉ QUE LA RÉCEPTION DES DEMANDES EXPÉDIÉES PAR TÉLÉCOPIE NE PEUT ÊTRE GARANTIE, LES PERSONNES FAISANT PARVENIR LEUR DEMANDE PAR CE MOYEN SONT PRIÉES D'EN CONFIRMER LA RÉCEPTION PAR TÉLÉPHONE OU EN PERSONNE AVANT LA DATE LIMITE.** On doit indiquer le numéro de concours approprié sur les formules de demande. On peut se procurer des formules de demande à l'un des bureaux du gouvernement provincial, à l'un des centres de services régionaux, ou encore en téléphonant au **368-4080.**

Employeur souscrivant au principe de l'égalité d'accès à l'emploi

Semaine pour la prévention du crime

La Semaine pour la prévention du crime est du 1er au 7 novembre. Le thème de la Semaine est : Soyons de bons voisins.

Nous vous encourageons de refléchir et d'agir à ces messages clés.

Vivre dans une communauté sécuritaire... c'est possible

La communauté peut devenir un endroit sécuritaire pour tous lorsque chacun fait sa part à promouvoir la sécurité.

Connaissez vos voisins

La première mesure à prendre pour bâtir une communauté plus sécuritaire c'est de connaître vos voisins.

Aidez vos voisins

Chacun fait une différence dans la vie des autres. Créer des amitiés entre voisins aide à construire une communauté dynamique.

Encouragez le sentiment d'appartenance!

Incluez les autres, démontrez du respect, acceptez les différences et faites la promotion de l'égalité pour que tous se sentent partie de la communauté. ★

Wayne Carew
Chef du Parti libéral

Forum '99
Perspective retrouvée, vitalité renouvelée

Convention et assemblée annuelle de l'Association libérale de l'Î-P.-É.

LE SAMEDI 6 NOVEMBRE AU CHARLOTTETOWN CIVIC CENTRE

Inscription à la convention libérale :
8 h 30 (la réunion commence à 9 h 30)

Inscription à l'assemblée générale :
8 h 30 - 15 h (l'assemblée commence à 15 h)

Frais d'inscription :
20 $ (comprend l'inscription à la convention et à l'assemblée annuelle ainsi que le dîner)
5 $ (comprend l'inscription à l'assemblée annuelle uniquement)

Conférencier invité : Wayne Carew
Chef du Parti libéral du l'Î.-P.-É.

Renseigements
Numéro sans frais : 1 877 740-3449

Liberal

Charlottetown Civic Centre, le samedi 6 novembre 1999

La Voix acadienne
Votre journal, c'est votre voix!

Pêches et Océans Canada | Fisheries and Oceans Canada

AVIS

Le directeur général régional pour la région de gestion des pêches du Golfe, ministère des Pêches et Océans, par la présente, avise que la pêche du pétoncle dans la zone de pêche du pétoncle 24 sera ouverte à partir de 06h00 le 1 novembre jusqu'à 18h00 le 15 décembre. Il sera interdit de pêcher pour le pétoncle dans la zone de pêche du pétoncle 24 à chaque jour à partir de 18h00 jusqu'à 06h00 le jour suivant et sera fermée à tous les dimanches.

Une zone tampon un (1) mille de la pointe de terre la plus proche des comtés de Cumberland, Colchester, Pictou et le comté d'Antigonish et les eaux en deçà d'un (1) mille de la pointe de terre la plus proche de l'Île Pictou située dans le détroit de Northumberland sera fermée jusqu'au 31 décembre.

Une zone tampon sur les côtes de l'Île-du-Prince-Édouard à partir de Basin Head jusqu'à Prim Point sera fermée, y incluant le banc Fisherman's et les endroits connue comme le Ridge au nord et est du banc Fisherman's, l'Eastern Ground, le Reef et 1,5 milles nautique de l'Île Woods sera fermée jusqu'au 31 décembre.

Voir l'Ordonnance de modification de la période de fermeture région de gestion des pêches du Golfe 1999-176 ou communiquez avec votre agent des pêches local pour de plus amples renseignements.

J.B. Jones
Directeur général régional intérimaire
Région de gestion des pêches du Golfe

Canada

« Inscrivez-vous au système 911! »

AVIS À TOUS LES PROPRIÉTAIRES DE TERRAINS AMÉLIORÉS

District de Miscouche/District de Wellington

Un formulaire d'inscription au système 911 a été posté à tous les propriétaires de terrains améliorés (terrain sur lequel est érigée une structure ou une bâtisse) dans le ***district de protection contre les incendies de Miscouche et de Wellington, à l'exception des propriétaires dont les terrains sont situés à l'intérieur des limites des municipalités de Miscouche et de Wellington, où l'adressage physique est déjà en place.***

Il faut compléter le processus d'inscription ***maintenant***. Les trousses d'affichage des numéros de voiries comprennent une plaque numérotée, un poteau et des attaches, et coûtent 10 $.

Pour faire partie du système 911 et obtenir une trousse d'affichage du numéro de voirie, les résidants de ce district doivent se présenter, avec leur formulaire d'inscription, au :

Prince Edward Island CANADA 911

Poste de pompiers de Miscouche
Le vendredi 5 novembre
De 13 h à 19 h

Le samedi 6 novembre
De 10 h à 16 h

Poste de pompiers de Wellington
Le lundi 8 novembre
Le mardi 9 novembre
Le mercredi 10 novembre
De 13 h à 19 h

« SI ON NE PEUT VOUS TROUVEZ, ON NE PEUT VOUS AIDER! »
Pour de plus amples renseignements, composez sans frais :
1-877-257-4911

Le mois de novembre souligne plusieurs thèmes sur la famille

EN VOICI QUELQUES-UNS...

Semaine de la sécurité des aînés

7 au 13 novembre 1999

La Semaine de la sécurité des aînés se déroulera du 7 au 13 novembre sous le thème de la sécurité au volant.

Les problèmes reliés au vieillissement peuvent toucher grandement les aptitudes à la conduite (par exemple, la vue affaiblie, l'arthrite, le rhumatisme)

VOICI QUELQUES CONSEILS :

- N'hésitez pas de consulter votre médecin pour des problèmes auditifs, l'audiologiste peut évaluer votre capacité auditive.
- Garder le pare-brise, la lunette arrière et toutes les glaces à l'intérieur comme à l'extérieur de la voiture propres.
- Baissez au minimum le volume de votre radio.
- Réglez, les systèmes d'air climatisé ou de chauffage au plus bas niveau.
- Si la discussion vous distrait, demandez à vos passagers de ne pas vous parler, sauf en cas d'urgence.
- Vérifiez souvent les balais d'essuie-glace et le pare-brise.
- Portez des lunettes de soleil de qualité.
- Évitez de conduire le soir.

SEMAINE DE PRÉVENTION DE LA toxicomanie

14 AU 20 NOVEMBRE 1999

La Semaine de prévention de la toxicomanie se tiendra du 14 au 20 novembre 1999.

En 1999, les groupes cibles sont les parents et les jeunes, et plus spécifiquement ceux de 10 à 14 ans (jeunes de la fin du primaire et du début du secondaire). L'objectif de la Semaine est d'inciter les individus à développer leurs aptitudes personnelles et sociales afin qu'ils soient en mesure d'adopter des habitudes de vie saines et exemptées de danger.

Pour aider à votre enfant à bâtir sa confiance et son estime de soi, félicitez-le pour ses réussites soutenez-le s'il subit un échec, offrez-lui de parler lorsqu'il traverse un moment difficile, intéressez-vous à ses amis, etc.

Il y a un lien direct entre la qualité des rapports familiaux et l'usage abusif de drogues ou d'alcool chez les jeunes.

• •

COMPTE RENDU DU 1er FESTIVAL DE LA FAMILLE DE LA RÉGION ÉVANGÉLINE

organisé par Le groupe consultatif communautaire de la région Évangéline

Le 3 octobre 1999

- 450 participants
- a débuté par une messe familiale à Baie-Egmont
- brunch fourni par les organismes et divers magasins et servi par les membres du Club Richelieu Évangéline, environ 325 personnes ont été servies
- 21 kiosques d'information
- plusieurs activités durant l'après-midi incluant maquillage pour enfants, animation avec le clown Tartouil, musique, démonstrations de cerfs-volants, tirages pour 41 prix de présence, etc.

Semaine d'appréciation de la JEUNESSE

8 au 14 novembre 1999

La Semaine d'appréciation de la jeunesse, se déroulera du 8 au 14 novembre 1999.

C'est l'occasion idéale de rendre hommage à l'apport positif des jeunes et de les impliquer dans différentes activités.

Permettons aux jeunes l'opportunité de se développer et de les apprécier comme individus.

JOURNÉE MONDIALE DE l'enfance

20 NOVEMBRE 1999

LES DROITS DE L'ENFANT

La Journée mondiale de l'enfance, célébrée le 20 novembre mettra l'accent sur la protection des enfants.

- Développer pour satisfaire les besoins essentiels des enfants;
- protéger contre les mauvais traitements; et
- aider à développer tout leur potentiel.

En reconnaissant que les enfants ont des droits fondamentaux, la société doit prendre la responsabilité de les protéger et de les aider à devenir de bons citoyens.

CONCOURS

Répondez à ces quelques questions et retournez-nous votre coupon. Nous ferons un tirage au sort et vous pourrez gagner une cassette où un CD (à votre choix) de Barachois.

1. ***Quelle est la date qu'on célébrera la Journée mondiale de l'enfance?***

   _____

2. ***Nommez un problème qui serait relié au vieillissement et qui peut avoir un impact sur les aptitudes de conduite?***

   _____

3. ***Comment peut-on bâtir la confiance et l'estime de notre enfant? Donnez un exemple.***

   _____

• • • • • • • • •

Nom : _____

Adresse : _____

_____

Téléphone : _____

Postez à : La Voix acadienne, C.P. 1420, 340, rue Court, Summerside (Î.-P.-É.) C1N 4K2

CETTE PAGE EST PUBLIÉE GRÂCE À UN PARTENARIAT ENTRE PLUSIEURS ORGANISMES AFIN DE PROMOUVOIR L'ALPHABÉTISATION FAMILIALE.

SPORTS

Pas de changements pour l'instant à la Commission de récréation Évangéline

Par Jacinthe LAFOREST

Depuis quelques années, la Commission de récréation Évangéline a de la difficulté à réunir assez de membres pour tenir ses réunions.

«Notre intention, en proposant un changement à la structure, c'est de rendre la Commission plus fonctionnelle, plus efficace. Présentement, la structure dit qu'on doit avoir des représentants de différents organismes, mais cela fait deux ans qu'on a personne du hockey mineur, et c'est pareil pour les autres associations. Les gens sont à bout de souffle. Le bénévolat, les réunions, on en fait tous mais il arrive un moment où il n'y a simplement plus de temps» dit Paul Cyr, président de la Commission de récréation Évangéline.

La structure actuelle de la Commission de récréation Évangéline avait été mise en place dans le cadre du projet «Se bâtir en communauté», qui devait justement économiser du temps et rendre les organismes plus efficaces.

Maintenant, ce que la Commission propose, c'est de revenir à l'ancienne structure, basée sur une représentation géographique.

Les personnes présentes n'ont pas accepté de changer la structure, avant qu'on sache exactement quelle structure servira le mieux les besoins de la population.

On a entre autres recommandé qu'on fasse une étude des besoins au niveau de la récréation et des loisirs dans la région Évangéline et qu'on établisse les responsabilités de chacun des organismes ayant des activités de loisirs ou possédant des infrastructures de sport et de loisirs.

«La mission de la Commission de récréation, c'est de promouvoir les sports et les loisirs dans la région et les environs. Mais notre directeur en loisirs est surtout occupé par la gestion de l'aréna. C'est ça qui prend tout son temps» dit Paul Cyr.

Lors de l'assemblée annuelle de la Commission de récréation Évangéline, on voit, de gauche à droite, Paul Cyr, président, Théo Thériault et quelques membres du public. ★

Vie active durant la grossesse

Guide d'activité physique pour la mère et le bébé

La Société canadienne de physiologie de l'exercice (SCPE) a annoncé la publication d'un manuel intitulé «Vie active et grossesse : guide d'activité physique pour la mère et son bébé» ou en anglais *Active living during pregnancy – physical activity guidelines for mother & baby* .

Voilà une référence complète pour les femmes enceintes qui veulent continuer à faire de l'exercice ou commencer à en faire dans leur démarche visant à changer leur mode de vie pour s'assurer d'une grossesse en santé. Le manuel aborde divers sujets notamment : les avantages de l'exercice durant la grossesse, la sécurité, des exercices particuliers et des suggestions d'exercices post-partum. Le manuel est une excellente ressource pour les moniteurs de la bonne forme, les professionnels de la condition physique et de la santé, les médecins et les femmes enceintes. ★

Le Docteur Larry Wolfe, rédacteur

La troupe Talididanse

désire exprimer leurs plus sincères remerciements

à la Caisse populaire Évangéline, le Club Richelieu Évangéline, la Légion royale canadienne de Wellington et la Société Saint-Thomas-d'Aquin pour leur don. Merci de nous avoir appuyés dans notre projet et de nous avoir donnés l'opportunité de participer à ces événements.

Aussi, un gros merci aux gens de la communauté qui ont commandité notre danse-ton au printemps dernier et à la Division de la culture, du patrimoine et loisirs du ministère de l'Éducation pour avoir contribuer financièrement à notre projet.

La saison est finie pour l'équipe de soccer midget de F.-B.

L'équipe de soccer midget de l'école François-Buote était composée de (au premier rang de gauche à droite) Alex Arsenault, Étienne Robichaud, André Bordage (cocapitaine), Tommy Otis (gardien de but), Michel Daoust (cocapitaine), Brendon Kelley, et Cody Wedge. Au second rang, on voit Ryan Doucette, Kevin Douillette, Jonathan Arsenault, Jason Sammoun, Nicolas Bélanger, Charlie Johnson, Jeremie Gallant, Rance Nault et Jonathan Lane. Au troisième rang, on voit René Ayagnma et Michelin Ulysse.

(J.L.) Bien que la saison soit terminée pour la jeune équipe de soccer midget de l'école François-Buote, l'entraîneur de l'équipe, Jean-Paul Gallant, est satisfait de la performance de ses joueurs.

«Pour le soccer midget, c'était un retour après une absence de plusieurs années. Nous avons eu une victoire et sept défaites, mais notre équipe est composée de jeunes joueurs, presque tous en 7e année, qui jouaient contre des athlètes de 8e et 9e année pour les autres écoles. Je suis très content du travail fait et on va être encore meilleurs l'an prochain» dit Jean-Paul Gallant.

Avec un peu d'humour, il raconte qu'il s'était fixé comme objectif de ne pas perdre une partie par une marge excédant 10 points. «On l'a fait», ajoute-t-il. ★

«Ce fut notre guerre; c'est maintenant leur héritage»

L'Association des amputés de guerre décrit, dans son envoi d'étiquettes-adresse, la façon dont l'héritage se perpétue au sein de l'organisme.

«Ce fut notre guerre; c'est maintenant leur héritage» : Voilà en quoi consiste le message sur lequel est axée la campagne des étiquettes-adresse de l'Association des Amputés de guerre. Les résidents de l'Î.-P.-É. recevront leurs étiquettes-adresse par la poste ces jours-ci.

Ce message fait allusion à Opération «héritage», un groupement créé par l'Association des Amputés de guerre. Celui-ci est formé de plusieurs doyens du Programme pour enfants amputés (Les Vainqueurs) qui ont établi des liens étroits avec les anciens combattants amputés. Opération «héritage» constitue un groupe autonome de jeunes gens dévoués, désireux de faire connaître et de préserver l'héritage militaire canadien.

Grâce à l'appui du public au Service des étiquettes-adresse, ces doyens sont en mesure de poursuivre la tradition d'entraide de l'Association et de transmettre le message Jamais plus la guerre! à la jeune génération. Ils y parviennent en accordant des entrevues à la radio et à la télévision et en animant des présentations dans des écoles et devant divers groupes. Ainsi, l'héritage se perpétue.

M. Cliff Chadderton, chef des services administratifs de l'Association des Amputés de guerre – ayant lui-même été amputé au cours de la Seconde Guerre mondiale, parle d'Opération «héritage» en ces termes : «Tout comme bon nombre de nos programmes et services, nous avons mis en place le Programme Opération «héritage» parce que plusieurs Canadiens nous ont fait part qu'à l'école, leurs enfants n'étaient pas vraiment renseignés au sujet de la guerre et de l'importance et l'éviter, si possible. L'idée nous est alors venue de tenir des séminaires à l'intention des doyens de notre Programme Les Vainqueurs, afin qu'ils puissent perpétuer l'important message des anciens combattants amputés : Jamais plus la guerre!».

En plus de transmettre ce message, les adhérants d'Opération «héritage» ont créé leur propre site Web intitulé Opération 60 000. Vous pouvez y accéder par le site Web régulier de l'Association des Amputés de guerre, au www.amputesdeguerre.ca.

«On trouve dans ce site des renseignements portant sur notre histoire militaire, un sujet qui captive généralement les jeunes, déclare M. Chadderton. Bien que l'histoire puisse parfois susciter le manque d'intérêt, elle peut aussi éveiller l'enthousiasme. Or, le message que lancent les doyens du Programme Les Vainqueurs à leur propre génération fait l'unanimité : «L'histoire, c'est génial!»

Pour obtenir plus de renseignements, utilisez «Accèsfacile!» : visitez le site Web de l'Association à l'adresse www.amputesdeguerre.ca; communiquez sans frais, soit par téléphone au 1-800-250-3030 ou encore par télécopieur au 1-800-219-8988. En réponse à la demande du public, l'Association peut dorénavant recevoir des dons sous forme de prélèvements automatiques permettant aux donateurs de faire une contribution mensuelle à partir de leur compte bancaire ou portée à leur carte de crédit. ★

APPEL DE PROPOSITIONS

Proposition : Services rémunérés à l'acte d'évaluation de bâtiments résidentiels

Date de clôture reportée au 17 novembre 1999

Chaque fournisseur doit transmettre sa proposition cachetée, sur laquelle le contenu est clairement décrit, à la Société canadienne d'hypothèques et de logement, C.P. 9315, Succursale A, Halifax Shopping Centre, Tour 1, pièce 300, Halifax (Nouvelle-Écosse) B3K 5W9. Les propositions doivent parvenir à cette adresse au plus tard à 14 h, heure locale, le 17 novembre 1999. Les fournisseurs doivent indiquer les honoraires exigés dans les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve pour l'exécution, moyennant rémunération à l'acte, d'évaluations de bâtiments résidentiels comptant au maximum deux logements.

On peut obtenir un dossier moyennant paiement d'un droit non remboursable de 20 $, payable à la Société canadienne d'hypothèques et de logement. La Société canadienne d'hypothèques et de logement se réserve le droit de rejeter n'importe quelle proposition, ou toutes les propositions, de ne pas nécessairement accepter la proposition la moins coûteuse et d'accepter la proposition qu'elle considère la plus avantageuse pour elle.

La Société se réserve le droit de déroger aux formalités, défauts de forme ou détails techniques d'une proposition, quelle qu'elle soit.

SCHL CMHC

Toutes les questions doivent être adressées à la personne-ressource suivante : Évaluations externes
Glenn Grabove, au (902) 426-8463

AU COEUR DE L'HABITATION

Canada

OFFRE D'EMPLOI

Poste de secrétaire à la Société Saint-Thomas-d'Aquin et correctrice de La Voix acadienne

TÂCHES :

- Saisie de textes, documents et lettres pour la SSTA sur Microsoft Word et WordPerfect
- Assurer la correction des documents de la SSTA
- Effectuer le classement des dossiers et documents
- Assurer la réception et l'accueil
- Assurer la correction de La Voix acadienne
- Et toutes tâches relatives au travail de secrétariat

CONNAISSANCES ET HABILETÉS :

- Excellente connaissance du français écrit
- Maîtrise de l'anglais écrit et parlé
- Esprit d'initiative et entregent

DATE LIMITE : le 10 novembre 1999

Poste permanent pour six mois avec possibilité de renouvellement

ÉCHELLE SALARIALE : Salaire et avantages sociaux à déterminer selon l'expérience

Prière d'envoyer son curriculum vitae à :

Michel Gallant, directeur adjoint
La Société Saint-Thomas-d'Aquin
340, rue Court, C.P. 1330
Summerside (Î.-P.-É.) C1N 4K2
Courriel : michel@ssta.org
Télécopieur : (902) 436-6936

OFFRE D'EMPLOI

Le Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve et du Labrador est à la recherche d'enseignant.e.s pour implanter des plans d'intervention spécialisée pour des élèves répondant aux critères suivants selon le ministère de l'Éducation de Terre-Neuve et du Labrador.

a) Catégorie C : Élève avec déficience cognitive (0.5 du temps – École Notre-Dame du Cap, Cap St-Georges)

b) Catégorie F : Élève avec trouble grave d'apprentissage (0.5 du temps – École Ste-Anne, La Grand'Terre)

c) Catégorie G : Élève ayant subi une lésion cérébrale (0.5 du temps – École française de St-Jean)

À noter : Les postes a) et b) pourraient être combinés.

COMPÉTENCES RECHERCHÉES

- Baccalauréat ou maîtrise en éducation
- Spécialisation en adaptation scolaire (orthopédagogie) ou équivalent
- Formation et expérience dans les domaines d'intervention mentionnés
- Attitude positive et capacité de travailler en équipe
- Maîtrise du français parlé et écrit
- Connaissance de l'anglais

Le/la candidat.e retenue devra posséder un certificat d'enseignement reconnu par la province de Terre-Neuve et du Labrador.

Les personnes intéressées à postuler doivent soumettre leur candidature, accompagnée de trois références avant le 11 novembre 1999 à Monsieur Maurice Saulnier, Directeur de l'Éducation du CSFP.

Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve et du Labrador
21, chemin Merrymeeting – 3e étage
St. John's (Terre-Neuve) A1C 2V6
Téléphone : (709) 722-6324 ou 1-888-794-6324
Télécopieur : (709) 772-6325
Courrier électronique : maurice@csfp.

Commission des accidents du travail de l'Île-du-Prince-Édouard

Directeur
Services à la clientèle
(Contrat de deux ans ou possibilité d'affectation provisoire)

La Commission des accidents du travail de l'Île-du-Prince-Édouard est à la recherche d'un leader innovateur et d'expérience qui se chargera de la direction stratégique générale de la prestation des programmes de la Commission pour ce qui est des décisions en matière de prestations, de réadaptation médicale et professionnelle, d'invalidité permanente partielle, d'admissibilité et de perte de revenu prolongée. Vous devez posséder de l'expérience en interprétation et en application de lois, en prise de décisions en matière d'admissibilité, en création et en travail d'équipe, en gestion des budgets et en élaboration de politiques et de procédures.

En plus de faire preuve de leadership dynamique, vous devez maintenir des relations ouvertes et positives avec la Commission, ses clients et ses prestateurs de services juridiques et médicaux. Vous devrez élaborer un modèle de travail axé sur le client et qui fonctionne dans une équipe multidisciplinaire.

Vous devez être un professionnel d'expérience en gestion du changement et en perfectionnement de subalternes. Vous devez posséder un diplôme d'études postsecondaires en droit, en sciences de la santé ou en administration publique que complétera une formation poussée en gestion, en supervision et en administration ainsi qu'une vaste expérience (au moins 8 ans) en gestion de d'une équipe dont le travail est axé sur la clientèle, y compris le règlement des demandes des clients. Vous devez également posséder une excellente compréhension de la terminologie médicale.

Répondant au directeur général, vous devez démontrer d'excellentes compétences en communication et être à l'aise à travailler avec le conseil d'administration, les cadres supérieurs, les professionnels de la santé et du domaine juridique ainsi que les clients.

Nous offrons un salaire concurrentiel, selon l'expérience.

Si vous vous intéressez à obtenir un poste évolutif et rempli de défis auprès d'un employeur avant-gardiste, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae d'ici le 15 novembre 1999 au :

Directeur des ressources humaines
Commission des accidents du travail de l'Île-du-Prince-Édouard
C.P. 757
Charlottetown, Î.-P.-É.
C1A 7L7

La Société du crédit agricole a 40 ans

La Société du crédit agricole (SCA) célèbre un tournant de son histoire. En effet, elle est au service de l'agriculture du Canada depuis 40 ans déjà!

«Fondée en 1959, la Société a comblé les besoins des producteurs primaires et des agri-entreprises au cours de quatre décennies de changements, de croissance et de fluctuations du prix des denrées. Nous avons évolué avec l'industrie agricole et étendu la gamme de nos services aux producteurs primaires et aux petites et moyennes entreprises» de dire John Ryan, président-directeur général de la SCA.

La SCA, qui est une société d'État et le plus important prêteur agricole à terme au Canada, a été fondée le 5 octobre 1959, à la suite de la promulgation de la Loi sur le crédit agricole, pour remplacer la Commission du prêt agricole canadien. Au début de ses opérations, elle était habilitée à prêter 8 millions de dollars, octroyés par le gouvernement du Canada, et mandatée à fournir aux agriculteurs un seul produit à un seul taux : une première hypothèque limitée à 20 000 $.

Dans le cadre de son mandat, la SCA a joué un rôle important en aidant un grand nombre de familles agricoles à atteindre leurs objectifs.

Au cours de ces 34 premières années, la SCA et la Loi sur le crédit agricole ont subi plusieurs modifications qui leur ont permis de s'adapter à une industrie agricole en constante évolution. En 1968, les sociétés agricoles devenaient admissibles aux prêts de la SCA. En 1975, les limites de prêt étaient portées à 150 000 $. En 1982, la Loi sur le crédit agricole était modifiée afin d'autoriser la SCA à créer des produits de prêt supplémentaires et à faire son entrée sur les marchés financiers.

En 1993, la Loi sur le crédit agricole était remplacée par la Loi sur la Société du crédit agricole, qui venait élargir le cadre du mandat de la SCA pour lui permettre de mieux répondre aux besoins du secteur agricole. La SCA pouvait désormais offrir aux producteurs du financement pour leur permettre d'acheter ou d'améliorer des terres ou des immeubles agricoles, d'acheter des biens meubles aux fins d'exploitation agricole et de consolider leurs dettes. La nouvelle loi a permis à la SCA d'aider les entreprises à diversifier leurs activités en investissant dans la production à valeur ajoutée (sur la propriété agricole ou ailleurs). Elle a aussi aidé la SCA à s'adapter aux changements du marché.

Le portefeuille de la SCA, qui était de 3,4 milliards de dollars en 1993 (lorsque la nouvelle loi a été promulguée), est passé à 6 milliards de dollars aujourd'hui. Plus de 900 employés desservent quelque 54 000 clients à partir de 110 bureaux répartis en très grande part dans le Canada rural. Le siège social de la SCA est situé à Régina, en Saskatchewan.

Alors que l'avenir suscite constamment de nouveaux changements et défis dans le monde de l'agriculture, la SCA fait tout en son pouvoir pour croître avec les producteurs et devenir un voisin de choix, un chef de file et un partenaire fiable dans les communautés du Canada où ses clients vivent et travaillent.

«La SCA continuera à collaborer avec l'industrie agricole afin d'offrir des solutions de prêt novatrices aux producteurs primaires et aux agri-entreprises. Nous nous consacrons entièrement à l'agriculture pour le long terme», déclare M. Ryan. ★

LA PERFORMANCE EN VEDETTE
DÉVOILEMENT DE NOTRE GAMME 2000

GMC SIERRA 2000 À CABINE CLASSIQUE ET 2RM

ÉCONOMISEZ 150 $ À L'ACHAT D'UN MINIMUM DE 750 $ D'ACCESSOIRES GM AUTHENTIQUES

Boîte de vitesses automatique à surmultipliée et mode remorquage/charge lourde • moteur Vortec V6 4300 • 200 HP • freins à disque ABS aux 4 roues • siège avant divisé 40/20/40 avec garniture tissu Custom • roues, pare-chocs et calandre chromés • radio AM-FM stéréo avec lecteur de cassettes • moulures latérales • volant inclinable • instrumentation complète avec tachymètre, chronographe-moteur et centralisateur informatique de bord • *et plus encore!*

CHOISISSEZ

1 LOCATIONPLUS 368 $ + 65,14 $ TAXE = 433,14 $ TAXE INCLUSE — PAYEZ 0 $ Comptant — 36 mois/ frais de transport de 940 $ inclus/ dépôt de garantie de 450 $ requis

2 OU LOCATIONPLUS 308 $ + 54,52 $ TAXE = 362,52 $ TAXE INCLUSE — paiement comptant de 1 971 $ ou échange équivalent/ 36 mois/ frais de transport de 940 $ inclus/ dépôt de garantie de 375 $ requis

3 OU ACHAT COMPTANT 22 548 $ + 940 $ = 23 488 $

4 OU 4,9%** sur financement à achat de 48 mois au moins

PONTIAC MONTANA 2000

Deux portes coulissantes • boîtes automatique 4 vitesses • empattement normal • climatisation • moteur V6 3400 3,4 litres de 185 HP • freins ABS aux 4 roues • sacs gonflables frontaux et latéraux nouvelle génération à l'avant • antivol PASSKey III • verrouillage des portes électriques • glaces teintées • radio AM-FM stéréo • volant inclinable • *et plus encore!*

★★★★★ COTE DE SÉCURITÉ CINQ ÉTOILES Le Pontiac Montana a obtenu 5 étoiles (cote de sécurité maximale) pour la sécurité du conducteur et des passagers arrière lors de simulations de collisions latérales.**

CHOISISSEZ

1 LOCATIONPLUS 398 $ + 70,45 $ TAXE = 468,45 $ TAXE INCLUSE — PAYEZ 398 $ Comptant — ou échange équivalent/ 36 mois/ frais de transport de 895 $ et taxe sur le climatiseur de 100 $ inclus/ dépôt de garantie de 475 $ requis

2 OU LOCATIONPLUS 268 $ + 47,44 $ TAXE = 315,44 $ TAXE INCLUSE — paiement comptant de 4 791 $ ou échange équivalent/ 36 mois/ frais de transport de 895 $ et taxe sur le climatiseur de 100 $ inclus/ dépôt de garantie de 325 $ requis

3 OU ACHAT 25 945 $ + 895 $ = 26 840 $

AVEC 3,9%** sur financement à achat de 48 mois au moins

GMC SONOMA 2000 À CABINE ALLONGÉE ET 2RM

Boîte automatique 4 vitesses • climatisation • troisième porte libre accès • moteur V6 4,3 litres à ISC de 180 HP • radio AM-FM stéréo avec lecteur de disques compacts • glaces teintées • lunette arrière coulissante • phares antibrouillard • antivol PASSLock[MC] • sacs gonflables frontaux nouvelle génération à l'avant • *et plus encore!*

CHOISISSEZ

1 LOCATIONPLUS 299 $ + 52,92 $ TAXE = 351,92 $ TAXE INCLUSE — PAYEZ 299 $ Comptant — ou échange équivalent/ 36 mois/ frais de transport de 755 $ et taxe sur le climatiseur de 100 $ inclus/ dépôt de garantie de 375 $ requis

2 OU ACHAT 21 082 $ + 755 $ = 21 837 $

AVEC 3,9%** sur financement à achat de 48 mois au moins

GMC JIMMY 2000 4 PORTES

OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE: MARCHEPIEDS GRATUITS‡‡

Boîte automatique 4 vitesses • climatisation • télédéverrouillage des portes • moteur Vortec V6 4300 à ISC de 190 HP • freins ABS aux 4 roues • verrouillage des portes, lève glaces et rétroviseurs électriques • radio AM-FM stéréo avec lecteur de disques compacts • volant inclinable et régulateur de vitesse • sacs gonflables frontaux nouvelle génération à l'avant • porte bagages sur le toit • *et plus encore!*

CHOISISSEZ

1 LOCATIONPLUS 498 $ + 88,15 $ TAXE = 586,15 $ TAXE INCLUSE — PAYEZ 998 $ Comptant — ou échange équivalent/ 36 mois/ frais de transport de 755 $ et taxe sur le climatiseur de 100 $ inclus/ dépôt de garantie de 600 $ requis

2 OU LOCATIONPLUS 378 $ + 66,91 $ TAXE = 444,91 $ TAXE INCLUSE — paiement comptant de 4 996 $/ 36 mois/ frais de transport de 755 $ et taxe sur le climatiseur de 100 $ inclus/ dépôt de garantie de 450 $ requis

3 OU ACHAT 34 948 $ + 755 $ = 35 703 $

AVEC 3,9%** sur financement à achat de 48 mois au moins

OFFRES D'UNE DURÉE LIMIETÉE CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES PONTIAC•BUICK• GMC DES MARITIMES

Hillside Motors (1973) Ltd. Charlottetown, Î.-P.-É.

Hemphill Pontiac Buick Chevrolet Oldsmobile GMC Limited Summerside, Î.-P.-É.

Renseignements supplémentaires. Passez nous voir chez votre concessionnaire ou à notre site Web, à www.gmcanada.com, ou appelez-nous au 1 800 GM-DRIVE. †Avec contrat de location de 36 mois pour les véhicules cités de l'équipement décrit. Kilométrage annuel limité à 20 000 km sur tous les contrats de location. Frais de 0,12 $ par kilomètre excédentaire. D'autres modalités de location sont offertes. ††Financement avec approbation de crédit de GMAC seulement. Exemple : Pour un financement de 10 000 $ au taux annuel de 4,9%, la mensualité est de 229,84 $ pendant 48 mois. Le coût de l'emprunt est de 1 032,32 $. Obligation totale : 11 032,32 $. Exemple : Pour un financement de 10 000 $ au taux annuel de 3,9%, la mensualité est de 225,34 $ pendant 48 mois. Le coût de l'emprunt est de 816,32 $. Obligation totale : 10 816,32 $. Un paiement comptant, un échange ou un dépôt de garantie peut être exigé. La mensualité et le coût de l'emprunt varient en fonction du montant emprunté et du paiement comptant ou de l'échange. ‡ La mensualité LocationPlus et le taux de financement d'achat de GMAC ne sont pas calculés sur le prix d'achat comptant indiqué. La différence de prix entre l'offre LocationPlus financement d'achat GMAC et l'offre d'achat comptant représente, en vertu des lois provinciales sur la divulgation, un coût d'emprunt, que cette différence corresponde ou non à un intérêt réel, et doit être exprimée en pourcentage annuel, qui est de 5,85%. ‡‡‡Immatriculation, taxes et assurances en sus. Frais de transport et taxe sur le climatiseur (le cas échéant) compris. Offres s'appliquent aux Sierra à cabine classique et 2 roues motrices RTU, Sonoma à cabine allongée et 2 roues motrices RTU, Montana R7Z et Jimmy 4 portes R7Z 2000 dotés de l'équipement décrit. Offres s'adressent seulement aux clients de détail admissibles des Maritimes. Le concessionnaire pourrait devoir commander ou échanger un véhicule. Offre d'une durée limitée ne pouvant être combinée à d'autres offres. Le concessionnaire peut fixer lui-même les prix. Tout les détails chez votre concessionnaire. **Tests effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). ‡‡Offre d'une durée limitée ne pouvant être combinée à d'autres offres et sujette à des restrictions.

www.gmcanada.com

PONTIAC BUICK GMC